

<http://www.cours-de-droit.net/cours-de-science-politique/cours-de-science-politique,a3182304.html>

10.05 29/10/2014

Le cours de science politique

Le cours de science politique a pour objet l'étude des principales thématiques qui intéressent les sciences politiques, à savoir l'Etat, les régimes politiques, les forces politiques, la participation politique, les élites, les politiques publique...

La **science politique** est la science qui étudie les phénomènes politiques. Plus précisément, elle consiste à étudier les processus politiques mettant en jeu des rapports de pouvoir entre les individus, les groupes, et surtout au sein de l'État.

La science politique étudie les objets traditionnellement perçus comme politiques (ex. : l'État, les institutions gouvernementales ou parlementaires, les décisions publiques, les élections, les partis politiques, les doctrines et les idéologies politiques, les relations internationales, etc.).

La science politique étudie également, dans une perspective sociologique, la dimension politisée des rapports sociaux (ex. : relations entre classes ou communautés, phénomènes de domination sociale, liens entre la vie économique et le système politique, entre inégalités sociales et participation politique, entre appartenance religieuse et activités politiques, etc.).

La science politique s'intéresse enfin à des objets sociaux qui peuvent peser sur la sphère du politique (ex. : organisation du travail,

Bibliographie :

Manuels : J.P Lecomte, sociologie politique : bibliothèque universitaire : Gallino.

J.Y. Dormagen et D. Mouchard, intro à la sociologie : De Boeck.

Dictionnaire : Badie, Birnbaum, Hermet, Braud : dictionnaire de la science politique et des institutions politiques : Armand Colin.

Introduction :

Savoir qu'est-ce que la science politique ?

Deux types de réponses. :

Premier s'intéresse en tant que discipline, à la science politique en tant que savoir, ensemble de connaissances organisées reconnues par la société.

Deuxième manière de répondre s'intéresser à la science politique en tant que science, ensemble de savoirs prétendant à statut scientifique.

§1. La science politique comme discipline.

En tant que discipline ensemble de savoirs, de connaissances organisés reconnues par la société et établis institutionnalisés au sein des institutions de formation. Voir comment elle s'est implantée au sein de l'université.

19^e siècle qui est le moment où en France les sciences politiques font leur entrée de manière très progressive dans l'université française. Et un autre au milieu du 20^e où elle fait objet d'une spécialisation.

1) L'entrée de la science politique dans l'université française.

Elle se fait en 2 temps : un premier fin 18^e et bonne partie du 19^e avec le débat sur les sciences camérales ainsi qu'en 1870 moment où est créée une institution particulière : l'école libre de science politique premier nom qui est devenu science politique paris ce qui marque son entrée dans l'université française. Sciences camérales est une expression qui est empruntée à la langue allemande qui désigne à l'époque les savoirs, les compétences, les matières que l'on estime nécessaire à ceux qui ont vocation à servir l'Etat, à se mettre au service du gouvernement, des autorités politiques, dans l'administration. Allemagne a une certaine avance puisque à partir du 16-17^e émerge idée que ceux qui ont vocation à travailler dans l'administration urbaine doivent pouvoir disposer de savoir-faire précis : économie politique comment gérer les fonds publics, maîtriser les finances publiques. Le droit administratif. Il existe donc idée que le futur fonctionnaire doit avoir des compétences particulières. Dans le cadre de la France idée qui a du mal à s'imposer. Sciences camérales : 18^e siècle moment de la révolution française dont certains personnages comme Condorcet qui dans les années 50, 60, 70,80 développer des savoirs des sciences spécifiquement destinés au bon fonctionnement de l'Etat. Idée qui a du mal à se diffuser car en France au début du 19^e institution par laquelle on doit passer les facultés de droit dans lesquelles les enseignements dispensés sont exclusivement des enseignements de droit privé. Le fonctionnaire pas besoin de savoirs différents des futurs avocats, magistrats. Très forte résistance à la modification de leur programme : conservatisme des facultés de droit, la conviction enracinée que gérer l'Etat ou une entreprise n'est pas très différent, pendant toute la durée du 19^e siècle pour rentrer dans l'administration pas besoin de se prévaloir de compétences particulières. Apparition des concours administratifs. Pour rentrer dans administration entretien très informel ce qu'on ne juge pas sa maîtrise des règles de droit de procédure c'est la prestance sociale du candidat manière de parler de se comporter. Parmi les milieux aisés du 19^e situation perdue car c'est eux qui bénéficient de cette situation. Cette situation on va tenter de la remettre en cause à l'initiative d'un personnage qui est François Guizot un protestant nîmois, professeur de droit figure du mouvement libéral qui est la gauche sous la restauration gens qui soutiennent l'idée pour que la monarchie puisse se maintenir doit tirer les conséquences de la révolution française. S'adapter un certain nombre d'idées nouvelles, faire un effort dans la manière dont est organisé l'Etat et comment il fonctionne. Il va soutenir deux réformes, tentatives pour reformer la formation des futurs fonctionnaires : ordonnance royale adoptée qui modifie les programmes et met en place l'introduction d'une chaire : de droit administratif, d'économie politique, de droit des gens (= droit international) et d'histoire philosophique du droit. On essaye de les imposer par cette ordonnance mais elles ne prennent absolument pas. Deuxième tentative 1830 il est devenu ministre de l'instruction publique et adopte une série de mesures qui visent à introduire une nouvelle discipline aux futurs fonctionnaires : 1832 : l'académie des sciences morales et politiques créées sur le modèle de l'académie française pour distinguer des intellectuels. Au sein de celle-ci sont créées des chaires : philosophie, statistiques, droit public, économie. 1834 : création de la première chaire de droit constitutionnel. La créer pour lui c'est une mesure

administrative et un acte politique fort car le pouvoir doit être encadré par des règles particulières. Elle va avoir une durée de vie courte car à l'époque confiée à Grossie universitaire origine italienne proche des libéraux en Italie. La faculté de droit revient à l'enseignement du droit civil, commercial. Période de statut quo. Situation figée avec dernière tentative au moment de la seconde république dont les républicains qui arrivent au pouvoir convaincus que pour quelle s'inscrive fonctionnaires compétents et dévoués donc en 1848 création d'une école d'administration : institution qui permet de renouveler les hauts fonctionnaires. Programme vaste. Mais elle ne va fonctionner que pendant un an et demi car on a créé une école qui forme les gens mais à la sortie ne lui assure aucune place dans l'administration obligé de repasser par entretien. Pendant les ¾ du 19^e soutiennent l'idée qu'il faut réformer la formation des fonctionnaires de l'Etat mais il y a une résistance de la fac et des milieux aisés.

2) La création de l'école libre des sciences politiques.

Œuvre d'un homme qui à l'époque est un intellectuelle : Emile Boutmy. Il gravite dans les milieux politiques et parlementaires de Paris. En 1872 il crée une école privée qui est l'école libre des sciences politiques car il estime que la défaite de la France face à la Prusse a mis en évidence la médiocrité des élites. Son idée est que ce n'est pas une défaite seulement militaire mais aussi de lacunes du gouvernement et des hauts fonctionnaires français. La Prusse n'arrivera pas à imposer son autorité. La guerre de 1870 rapprochement entre la Prusse et ses alliés est à son apogée. Il explique aussi que la classe ouvrière prussienne allait se soulever contre le gouvernement mais en fait elle soutient l'effort de guerre. En 1870 pas seulement défaite militaire mais aussi échec de l'Etat des hommes politiques, des fonctionnaires qui ont mal informés le gouvernement. Mettre une institution aux gens de bonne famille acquérir les savoirs qui le feront devenir efficaces. Réformer la formation de ces futurs fonctionnaires qui fonctionnent plutôt mal pendant les premières années car pas beaucoup qui s'inscrivent car diplôme ne sert pas à grand-chose surtout qu'ils peuvent rentrer sur recommandation. 1880-1890 : gouvernement républicain mise en place de véritables concours dans la haute administration avec des épreuves écrites, anonymes : on juge les candidats sur leurs seules compétences techniques. Il va adapter les programmes de l'école aux programmes des concours administratifs. Elle devient la seule école qui enseigne ce programme il faut donc passer par lui. A partir des années 1880 les facultés de droit qui s'aperçoivent que leur monopole est remis en cause donc elles vont modifier leur programme et donc dans toutes on systématise enseignement droit public, international car sinon on est marginalisé à la formation à des postes prestigieux pour lutter contre cette école. Elles vont l'introduire en suscitant un débat car la fac de droit de Paris on insiste que les sciences politiques sont essentiellement du droit donc le lieu ce sont les facs de droit et l'école libre va expliquer que c'est du droit mais que d'une part longtemps marginalisées par facs de droit donc enseignées ailleurs mais aussi histoire économie... donc relations conflictuelles. A partir de ces années il y a un débat un élément d'accord sciences politiques savoirs nécessaires à ceux qui vont servir l'Etat.

Moitié du 20^e au moment de la spécialisation de la science politique.

La spécialisation de la science politique.

En deux étapes qui vont permettre à la science politique de se démarquer. On passe à la science politique comme discipline particulière. Premier temps : reconnaissance problématique de cette discipline en France et un autre par l'influence de la science politique américaine et va se démarquer de manière définitive.

3) Une reconnaissance problématique en France.

Liée à deux facteurs :

- la réticence des juristes qui ne voient pas l'utilité d'une science nouvelle.

- le développement de la sociologie : à partir des années 1880-1890 représentée par un homme : Emile Durkheim. Il défend l'idée de la nécessité d'une nouvelle science qui permettrait de connaître et de maîtriser le fonctionnement des sociétés. Les principes sur lesquels repose la société radicalement bouleversés depuis la révolution française qui énonce de nouveaux principes : mobilité sociale. En un siècle la société française totalement bouleversée. Les effets de la révolution industrielle : développement du capitalisme, l'exode rural, phénomène d'urbanisation : séries de villes dont les populations explosent. Ceux qui dominent la société ce n'est plus l'aristocratie. Développement de la criminalité et de l'alcoolisme. Mettre une science capable d'étudier la société et pour lui c'est la sociologie : première chaire : Bordeaux il se fait le défenseur de cette sociologie mais il est extrêmement critique vis-à-vis de la science politique pour deux raisons :

- considère que la science politique telle qu'elle est enseignée à science politique n'a aucun côté scientifique car il est convaincu que la sociologie doit imiter les sciences dures : la chimie, les sciences naturelles. Quelque chose de très rigoureux. Pour lui la science politique est une espèce de discours un peu mondain aligné des idées générales plus ou moins brillantes mais pas une science donc cela ne mérite pas d'être enseigné. Il dit, explique : « à mesure que la sociologie se constitue elle se sépare de plus en plus nettement de ce que l'on a appelé assez improprement d'ailleurs les sciences politiques, sciences bâtardes à moitié théoriques, à moitié pratiques, à moitié science et à moitié art ». Pour lui si la sociologie veut être une science elle doit se démarquer des sciences politiques. Forme de savoir qu'il faut arriver à dépasser.

- il est convaincu qu'il n'est pas possible d'avoir une connaissance scientifique des phénomènes politiques. Pour lui la politique ce sont des intrigues des conflits entre personnes des luttes de pouvoir qui se déroulent plus ou moins ouvertement au sein de la société. Donc ce type de phénomènes on ne peut pas en avoir une connaissance scientifique. Il est un peu dans la même position que le spécialiste de science naturelle pour lui la politique c'est la même chose, on ne peut pas en faire une équation.

La sociologie en France se développe à partir des années 1910-1920 avec des élèves de Durkheim. Les gens qui font de la science politique sont minoritaires, plutôt marginaux dans la société française car ils sont confrontés aux sociologues qui ne veulent pas leur faire de place au sein de l'université. Mais ce qui va changer cela c'est l'influence de la science politique américaine.

4) L'influence de la politique américaine.

Deux raisons :

-aux USA de manière précoce et plus forte qu'en France il existe une demande de la part des autorités politiques pour des savoirs qui permettent d'améliorer les modes de gouvernements. C'est un pays dans lequel notamment au sein des villes il y a une demande des autorités municipales pour gérer les problèmes sociopolitiques : financer des chaires qui vont permettre à la fois à la sociologie et à la science politique de se développer. Beaucoup plus de gens qui ont l'occasion de développer ces études.

-à partir des années 1930, les USA avec arrivée Hitler en Allemagne elles vont voir arrivées intellectuels allemands dans ses universités. Intellectuels formés par Weber pour lesquels il est devenu impossible d'étudier la société étant un régime totalitaire. La conjonction de ces deux facteurs va faire qu'aux USA à partir des années 30 se développe une science politique qui va étudier des objets particuliers : phénomène du totalitarisme. Ils vont s'intéresser aux origines. L'effet de médias sur les opinions publiques, phénomènes de propagande. Années 30 : études électorales : comment est-ce que les citoyens votent ? Étude des comportements électoraux. Demandes très forte pour une science qui permette d'assister les décideurs politiques. Ce développement va contribuer au développement de la science politique en France à partir des années 50 où il va y avoir une nouvelle génération de sociologues qui vont s'inspirer de ces travaux pour développer la politique de la science politique dans leur pays. Raymond ARON s'intéresse aux phénomènes politiques en essayant utiliser les outils offerts par la sociologie : qu'est-ce qui fait la différence entre un régime démocratique et un non démocratique ? Il va s'intéresser à la Q des élites politiques : dans quelle mesure la démocratie est-elle compatible avec le constat que même en démocratie le pouvoir est exercé par une petite partie ? Connu car relations internationales et à la nature des rapports qui existent entre les différents Etats : comment un Etat définit-il sa politique étrangère ? La science politique va trouver sa place à l'université petit à petit. La création du diplôme de doctorat de science politique est mise en place en 1974 qui est la dernière étape de l'institutionnalisation de la science politique manière de reconnaître qu'il y a un ensemble de savoirs qui méritent d'être étudiés. La science politique récente, confondue avec le droit. Mais à partir du 20^e la discipline privilégiée est la sociologie.

§2. La science politique comme science.

En tant que science, la science politique répond à deux questions :

1) qu'est-ce qui fait la spécificité de l'objet d'étude ?

Cet objet de la science politique est la politique : ensemble d'individus qui se disputent l'accès à des positions de pouvoir et qui pour se faire cherche à obtenir le soutien de la population, des citoyens. On le définit par le politique au singulier qui est un ensemble de phénomènes qui touchent au gouvernement d'une société c'est-à-dire à la fonction qui va consister à diriger cette société. Il existe des individus à qui on reconnaît le droit de prendre des décisions pour ensemble de la société. Ceux-ci sont désignés par le terme de gouvernants. Savoir qui est ces gouvernants qui prennent les décisions et qui engagent la responsabilité de toute la société ? Comment ils arrivent à imposer leur choix aux gouvernés ? Dans quelle mesure les gouvernés influent-ils ou

pas dans les choix de leurs gouvernants ? Cette relation entre ceux-ci on la définit à partir de 2 notions :

-le pouvoir : sociologue américain pour définir cette notion de pouvoir : R.DAHL qui explique que le pouvoir dans une société est un phénomène relationnel et pour la qualifier on va pouvoir dire qu'il y a pouvoir lorsque l'individu A a du pouvoir sur l'individu B lorsqu'il peut obliger B à faire quelque chose que cet individu B n'aurait pas fait sans son intervention. Il met l'accent sur que le pouvoir est avant toute chose une capacité à contraindre les individus, à les amener à un comportement qu'ils n'auraient pas forcément adopté : peut passer par la violence, de la persuasion. Et le pouvoir politique c'est souvent de la persuasion. Ce pouvoir va être politique quand il aura une incidence sur la manière dont la société est gouvernée.

-la domination : phénomène qui consiste pour tout ou partie des membres d'une société à considérer que certains individus sont légitimes pour leur imposer des choix. Elle renvoie au fait que en tant que membre d'une société du fait de l'éducation que l'on a reçu on a tous tendance à considérer que certains individus ont le droit de nous contraindre : domination sociale. En tant que citoyen d'un pays on considère qu'un certain nombre d'individus qui gouvernent ont une légitimité de nous contraindre.

Max Weber : sociologue qui écrit dans les années 60-70, dans un ouvrage « économie et société » : antiquité jusqu'à nos jours 3 grands types de domination politique sur lesquelles ont reposé les différentes formes de régime politique des sociétés. Le premier est la légitimité traditionnelle dans laquelle les gouvernés obéissent aux gouvernants car ils prennent place dans une tradition politique. On obéit car cela a toujours été comme ceci. C'est la tradition qui fait la légitimité : monarchie héréditaire : le roi hérite d'une tradition. Le deuxième est la domination rationnelle légale dans laquelle les gouvernés obéissent aux gouvernants car ils ont accédé au pouvoir en respectant des règles qui ont-elles-même fait l'accord de la part des gouvernés. (Le plus moderne) la règle est le produit de la raison. Le mécanisme 2^e moitié 18^e mise en place des constitutions qui est un texte qui a vocation à encadrer l'exercice du pouvoir elle est l'expression de la volonté du peuple. On obéit plus aux règles qu'au gouvernant en réalité. Le troisième qui est la domination charismatique : une situation dans laquelle on va obéir au gouvernant car on prête à ce gouvernant des qualités personnelles exceptionnelles. Les gens lui obéissent car il a des qualités, des talents particuliers que d'autres n'ont pas forcément. Il obtient le soutien de la pop en remettant en cause les règles existantes (Occupe une place particulière car plus instable) : Napoléon : les citoyens français vont s'identifier à lui par ses qualités personnelles qu'on lui prête, ses victoires cela participe à la construction du charisme de Napoléon. Les différents systèmes se rapprochent tantôt d'un modèle tantôt d'un autre. Il appelle cela des types-idéaux : concepts qui permettent d'analyser la réalité mais qui ne sont jamais à l'état de nature dans la réalité. Leur utilité est qu'ils permettent d'établir des nuances entre les différents systèmes.

2) En quoi la science politique à un point de vue particulier sur cet objet ?

Il repose sur un pari qui est de dire que le politique peut faire l'objet d'une analyse scientifique. A partir de la fin du 19^e DURKHEIM WEBER : dans quelle mesure on peut avoir un point de vue scientifique sur les phénomènes politiques ? Depuis le 19^e on considère qu'un savoir mérite le titre de science des lors qu'il correspond au modèles des sciences expérimentales. Il faut qu'elle ait fait l'objet d'une expérimentation qui consiste à isoler de manière artificielle l'objet que l'on veut étudier à le soumettre à une expérience particulière

dont on tira des conclusions. Le problème avec la science politique est que l'objet sur lequel on travaille ne se prête difficilement à cette démarche des sciences expérimentales :

-Première raison est que lorsque l'on travaille sur des phénomènes politiques le scientifique a une série d'idées préconçues. Donc la Q de l'objectivité pose beaucoup plus de problèmes.

-Deuxième raison est que les phénomènes politiques sur lesquels on travaille ne peuvent faire objet d'une expérimentation. Pour tester une hypothèse on va reproduire l'expérience en changeant plusieurs paramètres.

Ils étaient d'accord que ce modèle est une sorte d'objectif à atteindre mais pour pouvoir faire des sciences politiques comme les sciences expérimentales cela était inconcevable.

§3. La présentation du cours.

On va adopter 3 types de démarche :

- 1) Une qui consiste à décrire.
- 2) Une qui consiste à classer.
- 3) Une qui consiste à expliquer ces phénomènes.

Chapitre 1 : l'Etat.

Dans les sociétés modernes, l'Etat est devenu la forme d'organisation politique par excellence. Il est dans chaque société le cadre privilégié dans lequel s'organisent les relations entre gouvernants et gouvernés. La science politique n'est pas la seule à parler de l'Etat. C'était le droit public. Le droit international donne une définition particulière qui tend à apparition de l'Etat comme un phénomène naturel et spontané. Importance que l'on va accorder à partir du 19^e à un principe particulier qui est le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : droit à choisir leur mode d'organisation politique et de doter d'une organisation politique particulière. Puis un deuxième principe qui est la définition du droit international : un Etat c'est d'abord un territoire, une population et un gouvernement qui édicte des lois valables sur l'ensemble du territoire et appliqué par ensemble de la population. Mais le problème de cette conception est que dans la réalité l'Etat n'apparaît pas de manière aussi spontanée car la forme d'Etat qui s'est diffusée est une organisation politique tout à fait particulière qui s'est développée en Europe Occidentale et ensuite diffusée au reste des sociétés humaines. C'est avant tout une invention européenne qui prend son origine en Europe qui a été exportée dans les autres sociétés. Il faut s'intéresser à la manière dont il est apparu et la manière dont il s'est développé au fil du temps.

§1. La formation de l'Etat en Europe occidentale.

La forme d'organisation particulière qui est celui-ci apparue en Europe à partir de l'an 1000, 11^e. Elle va être déterminée par une exigence particulière qui tient aux nécessités de faire la guerre qui s'est développé en réponse aux problèmes que représentait le phénomène de la guerre. Pourquoi est-ce que l'Etat moderne apparait en Europe et pas ailleurs ? Car Europe occidentale se caractérise par apparition du système de la féodalité qui se caractérise par le fait que le territoire européen possède des démembrements de l'empire carolingien. Juxtaposition de fiefs dont ils donnent la jouissance à un seigneur qui s'engage à leur fournir un maintien militaire à l'extérieur et un maintien de l'ordre à l'intérieur. Ce système a pour effet de saper l'autorité de ceux qui revendiquent le titre de roi (Hugues Capet). La formation de l'Etat résultat des tentatives tentées par certains seigneurs pour s'imposer face aux autres. La civilisation des mœurs (ce phénomène politique va s'accompagner au niveau plus social, culturelle. Les populations vont être amenées à exclure la violence dans leur comportement : Norbert Elias. Ainsi que la dynamique de l'occident : le système féodal est un système forcément instable car les sociétés européennes des 9 e-10 e socs agraires dans lesquelles la richesse dépend des terres que l'on contrôle : conquérir les terres de leur voisin. Le système féodal met en présence des seigneurs féodaux qui vont tous être amenés à faire la guerre à leur voisin : enrichissement soit car ils ont besoin de se protéger par rapport à ceux qui sont ambitieux. Sa thèse est de dire que sur ces territoires guerre permanente entre ces seigneurs : perdants et des gagnants qui vont petit à petit élargir les territoires et prendre le contrôle des terres. Cette apparition de l'Etat en France est le conflit permanent entre seigneurs et finit par que ce soit un d'entre eux qui va s'imposer. Etat c'est d'abord l'armée donc il va se construire autour d'elle ainsi que l'impôt. Elles sont au cœur de l'Etat car capacité de constituer une armée permet de défendre Etat et impôt permet entretenir, maintenir l'armée.

-Première période : 900 jusqu'au 14^e période où la concurrence entre les seigneurs féodaux est la plus forte.

-Deuxième période : 14^e-16^e : moment où cette concurrence pour le contrôle du trône de France se limite à 4 prétendants qui sont le roi de France, le duché de Bretagne, de Normandie, de Bourgogne. Les rois de France vont réussir à alléger ces différents duchés de leurs fonctions. Ces 2 siècles période où il y a une compétition mais beaucoup plus réduite.

-Troisième période : 16^e la compétition pour le trône de France se limite aux membres de la famille royale.

Processus de centralisation du pouvoir. Constitution de la formation de l'ETAT. Elément déterminant est la nature des relations entre les individus qui revendiquent le titre royal et les aristocrates. Pour les nobles le fait d'approcher le roi devient un prestige. Soumission des anciens seigneurs féodaux à l'autorité du roi.

Le développement de l'administration étatique qui explique la formation de l'Etat. Capacité du roi à mettre en place une administration qui va agir sur le territoire de l'Etat en appliquant la volonté du roi. Etudier par Charles Tilly un américain contrainte et capitale dans la formation de l'Europe où il reprend les analyses de Elias et va les prolonger car il met accent sur importance de la guerre dans la formation de l'Etat. Il explique si on veut comprendre la volonté de l'Etat il faut comprendre que la guerre a fait l'Etat = produit pour répondre aux nécessités de la guerre et l'Etat a fait la guerre = manière dont on a organisé les Etats a eu une influence sur la façon de faire la guerre. Si on s'intéresse à l'ensemble de l'Europe la manière dont est organisée cette Europe. Cités états financièrement très puissantes avec des principautés à côté d'elles mais vont s'opposer à l'apparition d'un Etat unique leur imposant

son autorité. Création de l'Etat nation qui se caractérise que les citoyens ont le sentiment de former une communauté homogène placée sous l'autorité d'un gouvernement. Est de l'Europe : formation d'empire. Progressivement à partir des 15-16 e états nation va s'imposer aux autres états qui sont une conséquence des exigences auxquelles sont soumis les états européens. Et zone de juxtaposition de cités-états aux 12-13 e siècles. Pour faire la guerre parution d'organisation politique. Tilly apporte 2 éléments principaux :

-le constat que l'Etat nation qui apparait en Europe de l'ouest va s'imposer a l'ensemble de l'Europe à partir du 16^e en réponse d'un évènement historique majeur qui est la révolution militaire européenne. A partir du 16^e on assiste à une redéfinition totale des manières de faire la guerre qui est par l'introduction de la poudre à canon ramenée en Europe par Marco polo. Ce qui va changer à partir du 15^e est qu'elle va être utilisée pour développer l'artillerie ainsi que les armes à feu individuelles. Celle-ci a des répercutions extrêmement importante en matière de fortifications : celui qui domine est le château fort, féodal et il doit être placé sur un lieu élevé pour être a l'abris des jets ou d'attaques il doit être le plus haut possible c'est à la fois un lieu militaire mais aussi de vie sociale. Avec la découverte de la poutre le système de fortification totalement modifié car il est vulnérable à l'artillerie car haut donc plus mince et cible de choix pour les attaquants. Donc création de fortifications de défense horizontale on va abaisser les remparts faire des murs les plus larges, épais et plus près du sol possible. On va développer un plan en étoile qui consiste à construire les fortifications en étoile qui permet défenseur utilisés les artilleries pour empêcher les adversaires d'approcher et couvrir le château.

Pourquoi importance politique ?

La conséquence de la révolution militaire :

-le renforcement des pouvoirs du roi vis avis des seigneurs.

-extrêmement couteux pour ceux qui prétendent faire la guerre car ouvrages importants, imposent aux entités politiques de rénover les fortifications. Contribue à accroître le cout financier de la guerre. Donc la guerre est accessible qu'à ceux qui ont des moyens financiers importants. Ces fortifications qui n'ont qu'une fonction militaire on va avoir tendance à les allonger et donc Tilly explique que pour les défendre garnison militaire de plus en plus importante donc plus d'hommes qui doivent protéger les forteresses en permanence donc développer des armées en permanence : armées permanentes. Comme garnisons de plus en plus importants. Objectif principal de la guerre est de prendre ces forteresses. A partir des années 1600 la guerre devient un luxe qui n'est à la portée que de ceux qui ont les moyens les plus importants pour faire la guerre. Par rapport aux trois formes politiques il va dire que celle qui se révèle le plus efficace st la formule de l'Etat nation car représente le meilleur compromis entre les efforts qu'il faut faire pour se procurer les moyens nécessaires pour faire la guerre et le volume des ressources disponibles. A l'est de l'Europe grands empires ou il y a une autorité politique centrale qui s'impose sur des territoires extrêmement pauvres. Le modèle qui résister l'Etat nation repose sur une espèce de compromis et de marchandage entre le roi et une population relativement riche et qui va négocier avec le roi les ressources qu'elle est prête à lui confier. Formule la moins coûteuse et qui permet d'obtenir le plus de ressources donc militairement supérieur. Tilly explique que la révolution française moment fort manière de concrétiser l'espèce de compromis qui existe entre le gouvernement qui fait appel à la population pour constituer une armée qui va accepter cette conscription. Pour Tilly l'invention de l'Etat nation est le résultat de la guerre.

-développement de l'administration de l'Etat : ensemble des agents qui sont au service du pouvoir politique il explique au départ l'administration royale est essentiellement constituée par l'armée et à côté d'eux une administration fiscale chargée de prélever impôts pour répondre aux besoins de l'armée. Cette administration essentiellement au départ militaire va subir un processus de civilisation : civilisation de l'Etat qui est un effet plutôt paradoxal des efforts qui sont faits par les Etats pour faire la guerre plus les Etats cherchent à se militariser et plus vont avoir tendance à se civiliser car pour avoir ces moyens développer une administration fiscale et essayer agrandir le terri donc besoin de fonctionnaires civils pour assurer l'ordre : police qui va se prolonger jusqu'au 19^e avec la mise en place des systèmes représentatifs : parlementarisme voter les crédits pour faire la guerre. On va attribuer à la population des droits sociaux pour qu'elle accepte de faire la guerre : origine de la démocratie besoin de soldats admis la notion de citoyens qu'on leur a permis de jouer un rôle politique. A partir du début du 20^e Etats européens dépenser plus pour leurs fonctions civiles que pour leurs défenses militaires. Si Etat moderne en Europe e premier car série de facteurs particuliers : secteur féodal en crise la révolution militaire

§2. Etat forts et Etats faibles.

Distinction entre Etat forts et Etats faibles repose sur l'idée qu'en fonction sur la manière dont administration ce sont développées sur le plan historique l'Etat conserve à la période contemporaine des formes différentes. Cette idée avancée par 2 auteurs qui sont Bertrand Badie et Pierre B : sociologie de l'Etat 1982 : thèse est qu'à l'heure actuelle toutes les sociétés ce sont dotées d'un Etat. Ils expliquent que même si Etat généralisé pas la forme la plus naturelle d'organisation politique car invention européenne. Insiste sur l'histoire et sur le fait que dans les différents pays euro Etat apparait facilement et ces conditions particulières dont E se met en place contribuer à le façonner et lui donner des caractéristiques particulières. Ce qui les intéresse principalement est la manière dont est organisée l'administration de l'Etat, les différents services administratifs. Ils expliquent que dans les pays où l'Etat a eu du mal à affirmer son autorité car roi contracté par seigneurs féodaux ou autorité du pape. On a assisté au développement d'une administration très fortement développée, nombreuse beaucoup de fonctionnaires fortement centralisée au service exclusif du pouvoir central ainsi très autonome du reste de la société tendance à mettre en place des règles de droit qui lui sont propres, mise en place d'école de formation, administration interventionniste soutenir l'activité éco industrielle dans le soutien de l'innovation technologique. Cet Etat avec cette administration on l'appelle un Etat fort sont le modèle est la France car par rapport à d'autre autorité du roi seigneurs féodaux ensuite par le pape marqué par les guerres de religion toutes ces crises vont les inciter à développer une administration forte puissante plus autonome. En France administration centralisée nombreuse pour surmonter ces difficultés. Le colbertisme du nom de Colbert ministre de Louis XIV l'encourage à faire intervenir l'Etat y compris en matière éco repose sur l'idée que Etat responsable de la prospérité éco du royaume. Colbert a l'initiative des manufactures qui étaient des entreprises industrielles mise en place par l'Etat dont objectif était d'assurer le développement d'une activité éco particulière : manufacture d'armes, tapisserie activités clés pour le développement et prospérité de l'Etat fort.

Face à lui il y a l'Etat faible : forme d'Etat dont l'administration est souvent peu développée, peu autonomisée de la société, faiblement interventionniste sur le plan éco l'Angleterre est caractéristique de ce modèle de l'Etat faible : la formation de l'Etat est précoce dès le 11^e la c du royaume d'Angleterre est acquise car le roi pas confronté à des résistances particulières donc pas investir dans développement très forte et structurée. Dès le 11^e l'autorité du roi est très largement acceptée par les membres de l'aristocratie car lorsque les normands envahissent l'Angleterre avec Guillaume le Conquérant met en place une aristocratie

entièrement dévouée qui trouve dès le 11^e bénéfiques à servir le roi que contester son autorité. Sur le plan religieux en Angleterre à partir de la réforme protestante église anglicane en rupture avec le pape et se soumet à l'autorité du roi. Représentant de l'aristocratie, pour former les fonctionnaires pas d'écoles spéciales. Etat peu dissocié de la société le régime parlementaire manifestation de cette faible autonomisation de l'Etat : droit de s'exprimer sur les affaires publiques. Ils concluent que si on veut vraiment comprendre comment l'Etat fonctionne dans des pays aussi différents il faut prendre en compte les caractéristiques historiques de ceux-ci.

§3. L'invention de l'Etat providence.

Concernant le développement de l'Etat qui se développe autour de 2 fonctions principales : armée et prélèvement des impôts et progressivement vont se développer les services destinés à gérer ou organiser le territoire : police, justice : fonctions régaliennes de l'Etat : tout ce qui touche au cœur de l'Etat. Ce rôle de l'Etat à partir du 19^e va commencer à être fortement modifié par le développement de nouvelles fonctions qui vont consister à mettre en place toute une série de politique dont l'objectif est assuré le bien être éco et social de sa population. Politiques sociales que l'on qualifie d'Etat providence.

Pourquoi apparait-il au 19 e siècle ?

A cause de la révolution industrielle qui a pour effet de bouleverser les modes de vie et les manières de travailler des populations européennes et dégrader les modes de vie. Personnes surexploitées qui ont des conditions de vie particulièrement dures enquêtes qui sont faites : les conditions physiques ont tendances à se dégrader à cause de leurs conditions de vie. Développement industriel effet important sur la manière dont on perçoit la pauvreté dans les sociétés européennes. Jusqu'au 19^e.^{on} considère que le pauvre a une part de responsabilité dans sa situation : pauvreté considérer comme une faute. Ceux qui s'occupent des pauvres est l'église au niveau religieux avec la révolution industrielle pauvreté remise en cause car on s'aperçoit que le développement de l'activité industrielle est quelque chose de bénéfique pour la société et on met l'accent quelle peut avoir des conséquences extrêmement néfastes sur une partie de la population qui sans elle rien ne peut se faire mais en même temps pour que le progrès puisse avoir lieu les populations ouvrières sont exploitées. Du fait une activité industrielle qui est bonne c'est à l'Etat d'intervenir pour atténuer ces conséquences néfastes de cette révolution. Idée que l'Etat devait pouvoir jouer un rôle pour améliorer les conditions de vie de la population : au fondement de l'Etat providence. Il se développe selon des modèles ou de rites selon les pays européens le pays en la matière est l'Allemagne dans les années 1880 sous impulsion du chancelier allemand Otto Bismarck adopte une série de lois qui visent à améliorer les conditions de vie et de travail des populations ouvrières : une loi 1883 organise un système d'assurance maladie obligatoire 1884 : indemnisation pour accident du travail et 1889 mis en place un système d'assurance vieillesse qui est un système de retraite mis en place par l'Etat.

Intéressant : Bismarck un des promoteurs de l'unité de l'Allemagne met en place un régime autoritaire et un de ses calculs est d'obtenir le soutien de la classe ouvrière pour son gouvernement.

-mettent en place tout un ensemble d'assurances sociales financées par les cotisations des salariés et des employeurs. Le principe de l'assurance est obligatoire pour tous les salariés. Des lors que l'on est salarié on est obligé de s'inscrire à ce système d'assurance.

-système d'assurance à la fois financé par les salariés mais aussi par les employeurs. Un modèle bise Etat n'intervient pas du tout ou très peu dans protection sociale mais soutien la mise en place d'assurance de caisse financées par les employeurs et les salariés qui cotisent à des caisses d'assurances sociales et élisent des représentants qui vont gérer ces fonds.

Intérêt :

-Impliquer la classe ouvrière qu'il dirige.

-système dans lequel l'Etat ne finance pas donc coute peu à l'Etat allemand.

-manière de déconsidérer le système parlementaire mode de concurrence politique au régime parlementaire. On intervient sur des aspects qui concernent directement aux besoins de la population ouvrière et représente le groupe social dans lequel il est.

La grande Bretagne :

A partir des années 1900-1910 : série de lois prendre charge risques sociaux. En 1908 loi sur les retraites. En 1911 loi d'assurance maladie et chômage. Originalité : système de protection sociale dans lequel Etat extrêmement présent à la fois en partie financé et géré par administration étatique. Adopté car P britannique est dominé par une majorité d'élus du parti libéral qui représente la gauche et leur objectif est d'obtenir, gagner les voix de la population ouvrière financée par ceux qui payent les impôts. Régime qui bénéficie aux ouvriers mais qui n'est pas payer par eux il y a une stratégie libérale derrière cela. A l'initiative d'un ministre Beveridge principe de financement exclusif par impôt à l'ensemble britannique qui va bénéficier de ce régime.

La place de la France dans tout cela ?

Elle est en retard ou en retrait dans la mise en place de l'Etat providence à cause :

-la priorité des dirigeants politiques de la IIIe république est d'obtenir le soutien de la population française et de la soustraire à l'influence de l'église catholique qui est hostile à la démocratie. Gouvernement contrecarré cela. Se traduit en 1893 par loi sociale assistance médicale gratuite qui a vocation à permettre à tous citoyens français de bénéficier de soins gratuits lorsqu'il est malade, ensemble de la population qui en bénéficie : système d'aide sociale qui bénéficie à l'ensemble des individus par rapport au critère de revenu. Mais pour que ce soit un système d'aide sociale il faut attendre 1930 où est mis en place un système d'assurance obligatoire pour la maladie, l'invalidité et la vieillesse qui ne concerne que les salariés de l'industrie et du commerce. 1930 quasiment pers qui soutient l'idée d'assurance sociale les patrons non car veulent pas cotiser organisations ouvrières car cotisent par des caisses q système mis en place en 1945 avec 5 années de retard ce qui contrarie l'image de l'Etat fort. Marque l'entrée de l'Etat dans un rôle qui lui était totalement étranger.

§4. L'universalisation de l'Etat.

Non traité. Modèle européen d'Etat développé par la colonisation.

§5. L'organisation de l'Etat : les régimes politiques.

L'Etat renvoie à la mise en place ensemble d'institutions dont l'objectif est d'organiser et encadrer le fonctionnement de la société. Pour distinguer ces différents types d'Etat par manière dont est organisée leur administration. Mais aussi en s'intéressant à la manière dont sont organisées les institutions politiques en elles-mêmes qui reviennent à s'intéresser aux régimes politiques. En science politique quand on parle : on s'intéresse à la manière dont sont organisés les pouvoirs publics c.-à-d. leur mode de désignation leurs compétences respectives et les règles juridiques et politiques qui définissent leurs rapports. Cette notion de régime politique, elle existe en droit en premier où l'on distingue entre différents types de régimes : parlementaires, présidentiels qui sont des distinctions faites sur la base dont la séparation des pouvoirs est faite. En science politique on s'intéresse aux aspects institutionnels mais on prend plutôt en compte le pluralisme politique : dans quelles mesure au sein d'un régime politique l'expression publique des désaccords avec le gouvernement est toléré ou pas ? 3 régimes :

-les régimes démocratiques.

-les régimes totalitaires.

-les régimes autoritaires.

Ils sont utilisés pour situer les différents régimes politiques contemporains. La démocratie

Régime que la science politique a le plus de mal à définir car c'est à la fois un idéal politique et un type de régime concret et que dans la réalité l'adéquation des 2 forme un décalage. Aucun régime politique qui correspond n'a la définition idéale de la démocratie. Elle est héritière de 2 traditions politique auxquelles tous les régimes politique se réfèrent mais sont partiellement contradictoires entre elle :

-la tradition participative : un régime démocratique c'est celui qui permet l'égal accès de tous ses citoyens aux décisions politique : tous les citoyens doivent avoir la même chance d'influence sur les décisions qui sont prises. Revendiquée par Jean Jacques Rousseau et légitimé le suffrage universel : tous les citoyens puissent influencer la prise de décision doivent tous pouvoir voter. Représentation de la majorité : légitimité de la décision.

-la tradition libérale de la démocratie : met l'accent sur l'idée qu'un régime démocratique c'est celui qui protège ses citoyens contre l'abus des pouvoirs politiques. Insiste sur un enjeu pour qu'il ait démocratie il faut qu'il y ait une série de règles écrites qui organisent et encadrent l'exercice du pouvoir : Montesquieu avec la séparation des pouvoirs.

Traditions partiellement contradictoires : dans la logique participative décision ensemble des citoyens est considérée comme bonne pour tous libérale on va mettre accent décisions prises majorité mais qui se font aux dépens de certains groupes minoritaires.

Accent concurrentiel de la démocratie : régime démocratique régime dans lequel la désignation des gouvernants avec une compétition ouverte dont les vainqueurs sont désignés par le vote de ses électeurs. Joseph Schumpeter en 1942 publie le capitalisme socialisme et démocratie : caractéristiques de ces différents systèmes et pose une Q sur la démocratie accent de compétition ouverte que le pouvoir une démocratie système institutionnel aboutissant à des décisions politiques dans lequel les individus acquiert le pouvoir de statuer sur ces décisions a l'issue d'une lutte concurrentielle portant sur les votes du peuple. Important :

-il insiste pour qui y ait démocratie il faut qu'il y ait des règles insti qui organise le fonctionnement du pouvoir.

-dans une démocratie individus statut particulier prendre des décisions pour l'ensemble de la société : important : idée que la démocratie l'égalité des droits politique entre les citoyens ne pas faire distinction entre les gouvernants et les gouvernés : relativiser l'idée que ce serait l'égalité parfaite en politique

-distinction entre gouvernant et gouvernés tranchée par les votes du peuple.

Aucun pays où il n'y a pas de restrictions politiques même dans le plus démocratique qui soit.

Les régimes totalitaires.

Idée à partir de 40 par philosophes intellectuels qui s'interrogent sur les spécificités de 3 types de régimes politiques dans le prolongement de la 2nd GM :

-régime fasciste

-régime communiste

-régime nazi

Originalité d'être des régimes modernes. Ce qui frappe à partir de l'entre 2 guerre régimes aucun équivalent dans le passé forme politique originale et résultat de la mise en place du suffrage universel : résultat d'une modernité politique.

Apparaît dans les années 1920-1930. Le premier à utiliser ce terme est Benito Mussolini qui résultait ce programme de ce parti en expliquant qu'il était partisan d'un Etat totalitaire qui apporte une signification nouvelle années 40 sociologues philosophes qui vont essayer de comprendre les origines et spécificité de ces régimes : Hannah Arendt écrit un ouvrage les origines du totalitarisme qui est un ouvrage important première tentative scientifique d'analyser ces régimes. Elle insiste sur la modernité de ces régimes totalitaires. Ils renvoient à une forme de régime aborale radicalement nouvelle et cette nouveauté fait qu'ils correspondent à l'entrée des masses dans l'enjeu politique. Régimes qui s'appuient sur le peuple c'est ce qui en fait la nouveauté. Elle établit un // qui fait scandale entre le régime nazi et communiste de l'union soviétique cela ne va pas de soi et elle va être extrêmement critiquée car ces pays ont été vaincus. Elle écrit à la fin des années 40. Aron s'interroge sur les origines du totalitarisme pas convaincu par ce // car élément qui les différencie est la nature de leur projet : volonté d'exaltation de la guerre et extermination d'une race pour les nazis et pour les communistes il y a une approche plus généreuse du combat à mener. L'ouvrage d'Arendt va mettre accent sur 3 éléments constitutifs :

-la lecture particulière de l'histoire qui est faite par les partisans de ces régimes. Elle explique le point commun à ces 2 régimes est que tous les 2 reposent sur la conviction qu'il existe des lois historiques et ils se présentent comme des régimes ayant vocation à appliquer ces lois de l'histoire. Dans le nazisme : assurer l'hégémonie de la race arienne sur le monde par l'élimination de ses adversaires. Dans le communisme : le moteur de l'histoire c'est la lutte des classes, le principal moteur de la société capitaliste est la lutte entre les prolétaires et les bourgeois. Il se présente comme l'instrument de la prise de pouvoir par le prolétariat.

-la place qui est accordée à l'idéologie= ensemble cohérent de représentations et de visions du monde. Dont est le monde et la manière dont il doit être.

Dans un régime totalitaire idéologie propose une explication à l'ensemble des phénomènes politiques et sociaux et elle explique que dans ce régime l'idéologie a forcément raison contre

toute forme de vérité. Elle a raison contre la religion ainsi que contre la science. Dans ces 2 régimes va se manifester une volonté de mettre la science en conformité avec l'idéologie défendue par le régime. Régime nazi : les expositions pour définir scientifiquement les traits des juifs. On va mobiliser la science pour démontrer la vérité scientifique de cette affirmation qui permet de justifier la stigmatisation dont fait l'objet de la pop juive. Régime communiste : on prétend développer une science pleinement socialiste sous Staline par des tentatives par des généticiens soviétiques qui vont remettre en cause la génétique bourgeoise. Scientifique soviétique : démontrer qu'en fonction des conditions du milieu les organismes vivants sont susceptibles de mettre en cause leur structure génétique. Ce scientifique en influent sur les organismes vivants la structure de ces végétaux va être amené à évoluer. Thèses succès car idées qui vont avec le régime ou l'on peut créer un homme nouveau. L'idéologie est susceptible de devenir un discours artistique. Elle a raison des règles de l'art : le réalisme soviétique encouragé par le régime. Dans le régime nazi : expositions sur l'art dégénéré.

-la volonté de réformer en profondeur la société y compris en remettant en cause toutes les institutions sociales sur lesquelles repose cette société. Donc régime qui s'attaque aux organisations politique adversaires et aussi à toutes formes institutions sociales : religion et églises car concurrentes, au marché éco par des dispositifs contraignants et à l'institution sociale à la base de la société qui est la famille. C'est grâce au parti que va être assuré le lien entre les dirigeants et les citoyens. Ceux qui remettent en cause ce lien sont combattus. Dans le régime communiste jusqu'à la fin des années 80 le personnage présenté en modèle Morozov à la jeunesse soviétique : jeune garçon des années 30 fils de paysan et s'illustre en dénonçant ses parents car ils ont gardé des récoltes qu'ils auraient dû remettre. Donc il est présenté comme modèle car en dénonçant ses parents il a montré son dévouement à la classe ouvrière et à sacrifier ce qu'il avait de plus intime, de plus cher. Donc même la famille cellule de base de la société doit se dissoudre devant le parti communiste.

Elle met en avant 3 critères qui fondent les régimes totalitaires. Cette notion définit de manière précise donc dans l'histoire on considère que le nazisme, le communisme sous Staline s'applique à peu de régimes concrets. Sous Mussolini pas de régimes totalitaires car il y a une institution de l'église catholique qui offre un encadrement concurrent au parti qui offre une autre vision.

Les régimes autoritaires.

Cette notion définit à partir des années 60 en science politique par un politiste américain d'origine espagnole : Juan José Linz. Il travaille sur le régime franquiste qui est considéré comme un régime totalitaire du fait de ses origines historiques. Franco accède au pouvoir en 39 après la guerre espagnole avec le soutien du régime allemand et italien. Linz remet en cause en mettant l'accent sur le fait que le régime franquiste ne remplit pas toutes les conditions pour être un régime totalitaire. Pour lui le régime autoritaire, c'est « un système à pluralisme limité mais non responsable, sans idéologie directrice élaborée, ni volonté de mobilisation de sa population sauf à certains moments de son développement ». Cette définition met l'accent sur le fait que cette notion est bâtie par opposition au régime démocratique et totalitaire. Définition par défaut qui est problématique mais elle présente un certain nombre d'intérêt. Régime dans lequel le pluralisme politique fait l'objet d'une limitation car dans celui-ci on va soit s'opposer à l'expression de toute opposition politique presse contrôlée soit opposition politique tolérée mais va être harcelée par le gouvernement politique mis en place. Le régime dirigé par Napoléon III opposition politique qui existe dont les leaders sont identifiés qui lors de certaines élections elle est susceptible de présenter des candidats

mais le gouvernement de N fait tout pour s'opposer à un éventuel succès de cette opposition. Les imprimeurs qui vont accepter d'imprimer des images du parti républicain vont être suspendus administrativement. Le second empire recourt au suffrage universel. Pluralisme limité soit refusé ou toléré mais conditions restrictives. Un régime autoritaire ou le pluralisme politique est limité mais dans lequel on tolère un certain pluralisme social : pas chercher à reformer la société en profondeur. Linz met l'accent sur l'absence de mobilisation de la population qui renvoie à l'idée qu'à la différence des régimes T les régimes A sont dans lesquels l'existence d'un parti unique qui encadre la pop n'est pas forcément indispensable au régime car soit certain régime ou il n'y a pas de régime politique unique ou les gouvernants ne mettront pas un parti pour encadrer la population. Du régime de Franco parti unique : la phalange en partie organisée sur le modèle fasciste italien dont le fonctionnement de la phalange est marginal. Pas indispensable d'être membre de la phalange. Franco va tenir les dirigeants de la phalange en marge du pouvoir. Situation où la place de ce parti unique est tout à fait différente dans la mesure où le parti ne mobilise pas la population. Linz explique que ces régimes A utiles pour penser dans le cadre du régime de Vichy dans lequel on a un pluralisme limité car élections suspendues ainsi que le P. sur le plan idéologique il est hétérogène, les gens sont différents et n'ont rien à voir mais soutiennent tous le régime. De plus pendant toute son existence est confrontée à une véritable compétition politique qui n'est pas ouverte mais elle est scandée par l'alternance au pouvoir de différents plans qui s'affrontent. Il y a de vraies luttes de pouvoir. Avoir une lecture plus fine.

Chapitre 2 : Les identités politiques.

On peut les définir comme des groupes sociaux dans lesquels les individus membres d'une société se reconnaissent et qui influent sur la manière dont les individus vont se comporter et influencer dans le cadre de la compétition politique. Leur originalité : sont pour les membres d'une société manière d'affirmer ce qui fait leur spécificité individuelle : insister sur l'originalité de chacun et manière d'affirmer son appartenance à un groupe. Au départ ce sont des identités sociales. Résultat d'un travail de construction politique mené par les différents acteurs qui s'affrontent pour la conquête du pouvoir. Elles n'ont rien de spontanée. Elle résulte d'un travail de construction mené par les hommes politiques. Distinction entre communauté et société pour savoir quelle est la nature des relations qu'entretiennent les individus ?

§1. Communautés et sociétés.

Cette distinction renvoie à un débat qui se développe à partir du dernier quart du 19^e entre différents intellectuels débat qui vise à répondre à une Q qui est de savoir dans quelle mesure les transformations sociales, politique et éco auxquelles sont confrontées les sociétés de l'époque influent sur la nature des rapports sociaux qu'entretiennent les membres de cette société ? Il y a une révolution française transforme comment on considère la société : les hommes vivent égaux en droit et la révolution industrielle. En réaction à cela série intellectuels qui posent qu'est-ce qu'elles changent dans la nature des rapports entretenus par les membres de ces sociétés. Un philosophe allemand : Ferdinand Tönnies né en 1845 mort en 1936 fait des études de philosophie puis se tourne vers la sociologie et va travailler avec Weber grande figure de la sociologie allemande de la fin du 19^e il publie : communautés et sociétés. Ouvrage dans lequel il fait une analyse générale dans des conditions de sociétés humaines ; comment elles ont évolué avec une approche à cheval sur la psychologie et la sociologie à la manière dont les hommes conçoivent leur place dans la soc leur relation avec

les autres hommes et essaye de tirer des conclusions pour savoir comment sont organisées les soc passées d'un grand modèle a un autre modèle originel dans lequel les membres entretiennent des relations communautaires et soc plus moderne dans lesquelles les relations sont de nature sociales ou sociétares.

La différence entre les 2 : une société organisée sur la base de relations communautaires dans lesquelles les individus sont liés entre eux par des liens (liens du sang, du lieu géographique dans lequel vivent les individus, une identité qui tient à l'esprit : identité soit professionnelle qui rassemble individus qui ont tous le même métier, corporation de métiers, l'amitié) objectifs et naturels. Pour lui les individus s'identifient à ceux qui leur ressemblent lorsque l'on parle de relations communautaires. Relations sociales : liens entre les individus sont artificiels, reposent sur un choix rationnel. Ce qui fait vivre la société est le fait que les gens sont différents et complémentaires. Le propre des sociétés modernes sont dans soc de plus en plus structurées par des relations sociales. On vit avec des gens différents. Par cela on peut penser le développement des sociétés humaines qui sont devenues des relations sociales. Ce modèle permet d'opposer deux grands types de société : pour lui les femmes sont communautaires et els hommes sociaux : car les femmes écoutent leurs sentiments et les hommes leur intelligence. L'évolution des sociétés correspond situation de départ dans lesquels les individus sont prisonniers en fonction de leur vie manière d'accéder au libre arbitre. Notion de communalisation et socialisation relation entre les individus qui reposent d'appartenir une même communauté que ce sent soit de nature émotionnelle l'amour filial de Weber ou fondée sur la tradition la tribu. L'autre c'est une relation entre les individus qui se fondent sur un compromis d'intérêt motivé rationnellement ou sur une coordination d'intérêt motivé de la même manière. Rationnellement fondé parti politique= socialisation reposant sur un engagement formellement libre ayant pour but de procurer a leur chef le pouvoir et a leur militant actif des chances, idéales, matérielles de poursuivre des buts objectifs d'obtenir des avantages personnels ou de réaliser les 2 ensemble. Weber met l'accent est que l'originalité des partis politiques : adhésion repose sur un engagement libre. De plus les partis sont des groupements qui rassemblent des individus différents mais ce calcul pas seulement des gens qui s'engagent mais avec des intérêts différents. Par rapport à Tonies la distinction de Weber est proche le premier élément qu'il apporte concepts définis par des critères objectifs phénomène que n'existe jamais à l'état pur dans une société. Concept qui correspond a rien dans la réalité parfaitement réalisé dans la société. Weber dit que dans toutes les relations humaines il y a ces 2 notions mais certaines sont marquées par l'une ou l'autre. Mettre l'accent sur le fait que les sociétés modernes en ce qui concerne la formation dans groupes elles sont forcément plus complexes sur le plan des relations sociales. Dans soc moderne groupe plus complexe.

§2.

Elles sont partiellement concurrentes, renvoient au groupe social le plus large auquel les individus sont censés s'identifier. 2 types d'entités politiques qui font lune comme l'autre l'objet d'un travail de construction.

-les classes sociales : individus qui ont en commun d'occuper une même position dans ce que le marxiste appelle le processus de production activité que les membres d'une société exercent pour produire de la richesse. Ce qui définit es classes sociales la position que l'on occupe dans le cadre capitaliste il y a le prolétariat qui rassemble les individus qui ne disposent que de leurs forces de travail et à côté de ce prolétariat la bourgeoisie qui regroupe les individus qui sont proprios contrôlent les capitaux les machines qui permettent de produire de la richesse. Le clivage dominant qui divise les individus prend dans l'éco et clivage entre

différentes classes sociales. Même si elles ont un aspect objectif elles sont le résultat d'un travail de construction il faut qu'il y ait un travail politique qui soit formé et pour ceux qui vont le suivre doit prendre conscience de cette appartenance faite par le parti de la classe ouvrière. En tant qu'ouvrier il peut s'identifier avec un ouvrier de la même entreprise que lui mais être en compétition avec un ouvrier d'une autre entreprise. L'identification des classes de va pas de soi pour Marx. Une classe sociale n'a rien avoir avec les corporations de métiers qui existaient au M-A. dans une corpo on s'identifie au même corps de métiers donc pour s'identifier à la classe ils doivent dépasser cela. Ces classe sociales même si aspect objectif elles ont une dimension subjective et fait appel a la raison des individus. Ces classes sociales supposent un travail de construction politique. Les classes sociales=notion de nation a partir du 19^e série d'auteurs qui s'interrogent a quel groupe les individus s'identifient ? Une série d'auteurs expliquent que le développement du capitalisme va se faire aux dépends des Etats et des nations. Et deuxième raison est qu'en France et en Allemagne dernier quart du 19^e contentieux important avec l'enjeu de l'alsace-lorraine. 2 conceptions de la nation qui s'affrontent partiellement contradictoire entre elles mais si elles reviennent à la même chose. La conception allemande : accent sur des critères d'objectifs la providence a admirablement séparés els nations par des forets et des montagnes mais surtout par les langues les goûts et les caractères. La nation indépendante de la volonté des individus. Renan Erneste : explique que la nation ne dépend pas d'une race d'une langue particulière ou d'une religion la nation est une âme un principe spirituel elle suppose un passé elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement le désir clairement exprimé de continué la vie commune et ajoute l'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours dans cette conception il met l'accent sur le contrat régulièrement renouveler entre les citoyens.

Pour la notion de classe : cette différence entre la dimension objective et subjective Marx appelait la classe en soi qui existe de manière objective les ouvriers dans la classe capitaliste se résume à la même chose ou ils n'ont que leur force de travail à proposer donc condamnés à être exploités dans la société capitaliste une classe pour soi existe qu'à partir ou ces membres ont conscience des intérêts spécifiques qu'ils ont à défendre. Identité politique classe ouvrière renvoie à une notion objective mais aussi travail de construction de prise de conscience qui va lui permettre de faire un acteur politique : révolution pour renverser les sociétés capitalistes.

La nation peut faire objet de 2 définitions distinctes : définition allemande Herber qui met accent sur idée que la nation renvoie à des éléments objectifs de la nation qui met accent sur le côté non choisi de la nation. Et une définition française qui explique que certes il y a des éléments objectifs à l'identité nationales mais c'était un consentement entre tous les citoyens. Choix de l'ensemble des citoyens de vivre ensembles : Renan. Définitions fausses en science politique car contrairement à ce qu'ils disent la nation ça n'est ni un phénomène spontané mais pas le résultat d'un choix délibéré de la part des citoyens. L'appartenance nationales est le résultat d'un travail politique qui se développe notamment à partir du moment où au sein d'une société apparait un Etat. La science politique montre que l'apparition de la nation ne précède pas l'Etat mais en fait pour qu'il y ait une nation première notion est qu'il y ait déjà un Etat. Ce n'est pas la nation qui fait l'Etat mais c'est l'Etat qui fait la nation. Ce lien a été mis en évidence par un politiste britannique Benedict Anderson : il a écrit dans les années 80-90. Spécialiste de l'Asie du Sud -Est et il a travaillé sur l'Indonésie, Thaïlande. Particularité d'être une new nation= tous les pays qui accèdent à l'indépendance dans le processus de décolonisation. La diffusion de sentiment national récent mais aussi discuté instabilité politique, absence d'un sentiment national, côté archaïque de ces sociétés. Il écrit un ouvrage publié en 83 : « l'imaginaire national, réflexion sur l'origine et les sorts du nationalisme. Dans celui-ci il pose la Q : comment se fait-il que des individus qui ne se sont jamais croisés physiquement qui ont souvent des intérêts divergents partagent néanmoins le sentiment d'appartenir à une même communauté national ? La nation est une communauté politique imaginée : une identité politique qui donne à des individus qu'apriori tout sépare le sentiment d'appartenir au même groupe communautaire. Cette communauté résultat de toute une série de technologie d'activités qui contribuent à la faire exister. Pour lui un

élément clé principalement le développement des liens de communisation à tel point qu'il explique un moment clé 15^e s avec la découverte de l'imprimerie qui va permettre de produire toute une littérature au départ rédigée en latin mais petit à petit vulgarisée les gens qui lisent vont prendre conscience de tout ce qui les rapproche les uns des autres donc ces nations européennes pas des communautés politique de tous les temps mais se mettent en place par une série de supports : même langue, idée. Politiciens vont prendre des mesures pour renforcer ce sentiment qui va donner un certain nombre de visions communes. Le sentiment national résultat de toute une série d'activités pas forcément délibérées le fait expliquer que la nation communauté politique imaginaire Anderson considère que la seule véritable identité la plus naturelle est l'identité sociale, l'appartenance de classe. Idée que les clivages entre nations sont artificiels et le seul structurant est le clivage de classe. Sentiment national véhiculé par l'école les hommes politiques. Permet de souligner l'importance du phénomène de socialisation qui désigne le processus par lequel des individus vont intégrer un certain nombre de normes sociales, des valeurs ainsi acquérir des identités ou des sentiments d'appartenance. En sociologie on va insister sur le fait que les institutions au sein desquelles s'opère ce processus va être au sein de la famille, l'école, l'entreprise, toutes les institutions auxquelles un individu est confronté.

§3. La formation des clivages sociaux politiques en Europe.

Cette formation on s'y est intéressé car on a constaté à partir des années 50 en science politique en fonction des différents pays les identités sociales comme l'appartenance de classe ou l'identité nationales était plus ou moins présente constat fait par des politistes qui se posent la Q : pourquoi, est-ce que dans les différents pays européens les partis communistes sont plus ou moins forts ? En partant de cette question va s'imposer l'idée à partir des années 50-60 selon les pays les identités sociales, religieuses, politiques étaient plus ou moins fortes. Certaine différence de classe : la France ou pays où l'on se définissait en terme d'appartenance régionale : Espagne et Italie. Q étudiée par un politistes d'origine norvégienne qui s'appelle S. Rokkan mort en 79 : une des grandes figures de la sociologie politique des années 60. Il a beaucoup travaillé dans une perspective historique : inventeur de la sociologie historique ainsi qu'une perspective comparatiste : identifier les variables pour le structurer. Il a beaucoup travaillé sur la formation de l'Etat dont est Tilly est l'héritier sur la comparaison des systèmes partisans. A partir des années 60 la Q qui se pose est pourquoi le parti communiste est dominant dans certains pays et marginal dans d'autres ? Il explique qu'il fait s'intéresser à l'histoire de ces différents pays européens et comment se sont formés les clivages sociaux-politiques au sein de ces pays. S'intéresser à la manière dont se sont déroulés 2 événements auxquels tous les pays euro ont été confrontés mais de manière différente, plus ou moins précocement. Ces 2 événements : la révolution nationale et industrielle. La révolution nationale est celle qui correspond à l'ensemble des transformations sociales et politiques qui interviennent à mesure qu'un Etat se met en place dans un Etat européen. Il nous dit que pour les pays les plus précoces cette révolution vers le 12^e et 15^e et pour d'autres comme l'Italie et Allemagne achevée qu'au 19^e siècle avec unification de l'Allemagne et de l'Italie. La révolution industrielle : passage de la société féodale à la société capitaliste qui selon les pays en Angleterre au 18^e et pour Italie fin du 19^e. Processus économique dont il nous dit que toutes les sociétés y sont confrontées à des moments différents. Ces 2 révolutions suscitent des conflits dans les différents pays européens par rapport à ce processus. Origine de la mise en place de 2 types de clivages : un clivage de nature plutôt social et un autre plutôt territorial. Sur le plan social elle suscite un conflit entre ceux qui vont prendre le parti de l'Etat et ceux qui vont prendre le parti qui est contre les monarques qui est l'église. Selon les pays la constitution de l'Etat se fait de façon conflictuel. Premier clivage entre Etat et église. Sur le plan territorial est un conflit majeur avec ceux qui sont pour cela et ceux qui sont contre qui vont se faire les défenseurs de la périphérie : personnes vont exalter les intérêts particuliers des provinces de l'ancien régime. La construction de l'Etat en Espagne se caractérise par la résistance représentant de l'aristocratie et bourgeoisie qui refuse de se soumettre au gouvernement central. La révolution industrielle il explique que sur le plan social elle va cliver les sociétés européennes en 2 grands groupes sociaux : les capitalistes et les travailleurs. Elle a aussi un effet sur le plan territorial qui va opposer les populations urbaines celles qui bénéficient de la révolution

industrielle : développement des villes et les ruraux. La conclusion Tilly après une série d'étapes est que l'avènement de ces 2 révolutions industrielles qui sont à l'origine de 4 clivages sont plus ou moins présents dans les différents pays européens suivant comment a été mise en place la révolution nationale et industrielle. De ces 4 clivages sont issus 8 familles politiques qui vont constituer le vivier sur la base desquels les partis européens contemporains se sont développés ou pas :

-La famille des étatistes.

-Des religieux, enjeu majeur, défense des valeurs et intérêts de l'église catholique

-Les partisans du centre Etat fortement centralisé

-Les périphéristes

-Travailleurs

-Intérêts urbains

L'affirmation d'un Etat italien s'est faite contre l'église. Les formes que prennent les systèmes partisans c'est un héritage de l'histoire des pays européens. Pour Rokkan les identités politiques sont avant tout des constructions artificielles. Mais elles s'enracinent dans tout un passé historique qui contribue à former un terreau favorable à l'émergence de cette identité. Certains pays d'Europe du nord on a des partis « agrariens » qui à partir de la fin du 19^e et début 20^e représentent les intérêts de la population rurale. Ce travail de construction possible que possible car histoire propre de ces pays ont créé un terreau favorable. Le modèle de Rokkan est utile car il permet de mettre en perspective la formation des identités politiques. Mais il est critiquable.

CRITIQUES : la première que l'on peut faire c'est qu'il tend à minorer l'importance de ce travail de construction politique. Le travail précis mené par les différents partis il a tendance à les minorer. Il y a une espèce de fatalité historique qui minore beaucoup la manière dont se développent les conflits politiques. Le fait aussi que Rokkan nous dit d'avoir tendance à geler les clivages publics, il dit qu'il y a deux grandes révolutions qui expliquent ces clivages. Mais le problème est qu'il n'a pas tenu compte des identités politiques depuis les années 20 ou 30. Il y a d'abord un certain nombre d'auteurs de tenir compte d'une troisième grande révolution : dont le moment clé serait l'avènement de la révolution soviétique car aurait eu un impact sur les différentes classes ouvrières car les aurait obligé à se prononcer pour le soutien de cette révolution ou au contraire une certaine prise de distance qui serait donc à l'origine d'un autre clivage. La deuxième est que dans les années les plus récentes on a assisté à l'apparition d'identités politiques qui n'ont plus à voir avec ces 3 révolutions (international) nouvelle étape de révolution que les valeurs matérialistes auxquelles on s'identifiait ont tendance à s'effacer devant d'autres types d'identités communautaires qui se base plus sur la culture linguistique. Défendent l'adoption d'un nouveau mode de vie, mouvement féministe, revendications des minorités sexuelles. Pour toutes ces raisons le modèle de Rokkan, permet de clarifier ces choses mais estime pas tout. Selon les pays les identités politiques les plus importantes ne sont pas forcément les mêmes. Dans le cas de la France : le clivage droite-gauche.

§4. Droite et Gauche.

Le clivage droit gauche est un clivage important en France. Il a une histoire officielle. Droit de s'opposer à un vote de l'A. Explique en 1789 ce sont les gens qui s'assoient à la droite du roi ce sont ses partisans et l'opposition à gauche. Dans un pays comme les USA les gens s'identifient à un parti soit démocrate ou républicain. Pour les électeurs français ils s'identifient à la droite ou à la gauche. Relativiser l'intérêt pour comprendre la formation des identités politiques en France et dans d'autres pays. Dans un clivage droite gauche il apparait relativement flou qu'il n'existe pas d'idées qui soient fortement de droite ou de gauche. Cela a été montré par un politiste français René Raymond qui était historien de formation et qui en 82 a publié les droites en France qui est un ouvrage important il permet d'analyser l'importance de ce clivage droite gauche. Quand il écrit son livre c'est de répondre à un e Q : quelles sont les idées de droite ? Les visions du monde qui sont caractéristiques de la droite en France ? Il n'y en a pas car ce qu'on appelle le droit est l'héritière de 3 familles politiques mises en place au 19^e qui contribuent à structurer la droite française :

-la droite légitimiste qui prend forme à partir de 1815 qui est une droite qui recrute parmi les représentants de l'aristocratie qui se sont opposés à la révolution française, des gens nostalgiques de l'ancien régime. René Raymond nous dit que celle-ci est sur le plan religieux farouchement catholique hostile à la centralisation administrative héritage de la révolution et défend la préservation des libertés locales et administratives éléments d'oppression.

-à partir de 1830 droite orléaniste qui soutiennent l'accès au trône de Louis Philippe qui est une droite monarchiste qui considère que la révolution française n'est pas à remettre en cause. Socialement recrute une partie de l'aristocratie et de la bourgeoisie qui tire parti de la révolution industrielle attachée au libéralisme ainsi qu'à une certaine décentralisation de la France. Cette droite est en conflit avec la droite légitimiste.

-la droite bonapartiste qui a l'origine recrute dans les soutiens au premier empire et surtout le second. Une droite qui sur le plan idéologique est d'abord républicaine. Gens farouchement centralisateurs, plutôt étatiste et interventionniste sur le plan économique pour soutenir et mettre en ordre, plutôt laïcs et hostile à l'église et partisans d'un Etat fort.

Sa thèse est de dire que les différents partis qui composent la droite sont chacun héritiers de l'une ou l'autre de ces traditions. La droite orléaniste va être représentée par l'UDF créé par Valéry Giscard d'Estaing à la fin des années 60 sous la Ve république et maintenant ce serait François Bayrou : centre droit. Pour la tradition bonapartiste c'est le RPR parti mis en place en 74 par Jacques Chirac qui se revendique de l'héritage du général de Gaulle qui est à l'origine de l'UMP. La tradition légitimiste est tombée en déshérence qui a eu ses derniers feus du moment du régime de Vichy qui a apporté son soutien au général Pétain. Son livre est important car il permet de relativiser le poids de ce clivage droite gauche le premier intérêt de son livre est de montrer en ce qui concerne la droite il y a une très forte hétérogénéité de la droite en France. Il met l'accent que se revendique de droite ont des positions radicalement différentes sur des enjeux majeurs. Décentralisation enjeu majeur 3 traditions ont des positions différentes. Sur le plan religieux le retour à des traditions chrétiennes, élément central. Pour les orléanistes secondaires et pour les bonapartistes pour la séparation de l'église et de l'Etat. Sur le plan économique, les orléanistes ont une conception libérale alors que les bonapartistes sont favorables à l'intervention de l'Etat, à la nationalisation de certaines entreprises, la mise en place de mesures protectionnistes. L'Europe bonapartistes et légitimistes contre et orléanistes pour. Historiquement il n'y a pas d'idées qui ont été systématiquement de droite ou de gauche. On assiste à une circulation des idées. L'idée de décentraliser l'Etat accroître les libertés locales et responsabilités au 19^e siècle, idée majoritairement défendue par la droite alors qu'au 20^e siècle, elle est défendue par la gauche. Parmi les familles politiques il y en a 2 qui au moment de leur apparition considérées comme représentatives de la gauche. Mais les orléanistes en 1830-40 ils sont considérés comme la gauche, les bonapartistes au moment où ils se structurent au niveau politique sont considérés comme la gauche du paysage politique : établissement du suffrage universel. Ce clivage droite gauche est relatif il fait sens à un moment donné par contre identifier sur le long terme une tradition politique de droite ou de gauche c'est une entreprise

beaucoup plus aléatoires. Il n'a pas d'existence absolue. Et ce constat qu'il fait pour la France il faut s'en méfier car dans un certain nombre de pays les électeurs spontanément ne vont pas s'identifier à la droite ou la gauche mais d'autres types de familles politiques : USA : démocrate ou républicain, Conservateur et libéraux.

En fonction des pays il y a des idées que l'on va identifier tantôt à la droite tantôt à la gauche : décentralisation gauche qui la soutient dans le contexte des USA la méfiance vis-à-vis de l'Etat central défendre les libertés locales de limiter le rôle de l'Etat tenu par la droite ou l'extrême droite. Il faut s'en méfier car au niveau international ce clivage s'est structuré en fonction du clivage possédants /travailleurs. Apparaissent des groupes sociaux : mouvements féministes, mouvements écologistes : gauche qui échappent à cette opposition.

Il faut s'en méfier car les systèmes politiques contemporains : pluralisme politique et diversités politiques.

§5. Diversités et pluralisme.

Débat que l'on retrouve dans la plupart des pays à la période contemporaine qui porte sur la Q de savoir comment représenter au mieux les différentes minorités qui sont présentes au sein d'une société et comment concilier la démocratie et la prise en compte de la diversité ? Q importante car la démocratie c'est la majorité. Lorsque l'on parle de diversités on s'intéresse à la place, à la voix, au pouvoir qu'il faut réserver aux minorités présentes. A cette question, il y a une série de régimes particuliers qui ont apporté une réponse : on les appelle les démocraties consociatives ou consociationnelles. Types de démocratie Lijphart politiste néerlandais qui écrit dans les années 60 et qui s'intéressent à une Q qui est de savoir comment mettre en place et assurer la stabilité d'un régime démocratique dans un pays qui se caractérise par de très fortes divisions soit sur le plan po, religieux, linguistique, ethnique. Un pays au sein duquel cohabitent des minorités. S'il se pose la Q est que les pays bas se caractérisent par une telle situation clivage fort de nature politique, sur le plan religieux au moment où il écrit il y a 5 partis qui se disputent le pouvoir : socialise, conservateur et après 3 partis à connotation religieuse : un catholique et 2 protestants. Système qui repose sur l'idée que dans une société aussi divisée que le sont les pays bas la règle de la majorité fondement du système démocratique est considéré aux pays bas comme impossible facteur d'oppression ces démocraties consociatives tiennent compte de ces minorités. S'interroge sur le cas de PB qui constituent un paradoxe qui est un pays extrêmement divisé sur le plan social et surtout sur le plan religieux et en même temps un pays qui se caractérise par une très grande stabilité politique qui met en place une monarchie parlementaire date du milieu du 19^e donc comment se fait-il que dans un pays aussi divisé arrive à maintenir un système politique stable ? Réponse mise en place de démocraties consociatives : démocratie particulière car repose sur le principe que dans une société aussi divisée que les sont les Pays Bas la règle de la majorité peut devenir un obstacle à la démocratie. Il explique que le système politique des Pays Bas et de toutes démocratie repose sur le principe d'une reconnaissance institutionnelle de toutes les minorités politiques qui composent la société néerlandaises. Les démocraties reposent sur un principe sur une formule qui est que les bons murs font les bons voisins : concept suisse. Il explique qu'elles se caractérisent par une série de règles institutionnelles ou politiques qui visent à renforcer la spécificité de chacune des minorités qui composent la société. Dans une démocratie classique on va chercher à effacer ces minorités et exige un peuple unique dont le gouvernement va se présenter comme le porte-parole. On va tout faire pour préserver les minorités. Il y a 5 caractéristiques :

- Les gouvernements mis en place sont forcément des gouvernements de coalition. Dans le cas des PB les 5 grands partis traditionnels parti conservateur laïc, chrétien, socialiste et deux partis protestants renvoient à des clivages religieux et sociaux. plutôt que d'avoir un parti on met en place une règle de coalition.

- Le mode de scrutin qui est forcément un mode de scrutin proportionnel qui permet à chacun des partis d'être représenté au niveau du P.
- Il existe des règles qui codifient la répartition entre les principaux partis des principaux postes à la fois politiques et administratifs. Exemple dans les années 60 le cas du Liban qui est un pays extrêmement divisé sur le plan religieux et politique où il existe des règles lorsqu'un 1^{er} M est catholique le PDR sera un musulman. Règles qui prévoient un système qui permet d'assurer entre les différentes minorités soient représentées niveau politique mais aussi aux plus hauts postes de l'administration.
- Le fait qu'au sein de chacune des communautés qui composent la société il faut qu'il y ait une très forte cohésion politique.
- Le fait que dans celles-ci souvent le P est relativement marginalisé et une bonne partie des décisions prises le sont au sein d'institutions parallèles au gouvernement on va avoir tendance à mettre en place des institutions ad hoc au sein desquelles les minorités seront représentées et possibilité de choisir le sujet. Il explique que sur les Q d'éducation au lieu de les confier au P on met en place une institution ad hoc et pour qu'un projet de loi soit adopté il faut qu'il y ait une unité au sein des différentes minorités. Autriche après la 2nd GM a réglé tout ce qui concernait les politiques éco et sociales, éviter de revenir à l'état de guerre civile : les constituants autrichiens prennent organes pour représenter les socialistes et les partis de droite : le parti démocrate-chrétien et le parti libéral qui est un parti de droite laïc. Idée éviter un climat de GC en leur permettant d'être toujours représentés et c'est cette institution particulière qui va se prononcer sur les Q sociales, éco. Eviter qu'un parti impose ses idées aux autres il faut obtenir l'unanimité des personnes qui y siègent.

Ces DONC vont être les PB, la Suisse, l'Autriche après 1945, le Liban dans les années 60 et maintenant et à partir des années 70 le cas de la Belgique qui fonctionnait avant cela le modèle de démocratie classique mais à présent à insérer des règles des DONC. A l'heure actuelle elles sont confrontées à un déficit mineur qui est le fait d'intégrer des communautés qui ne font pas parties de celles sur la base desquelles ces DONC ont été conçues : PB qui jusqu'aux années 80 se revendiquait comme un pays de tolérance mais à présent difficulté d'intégration des communautés immigrées raison pour laquelle cela est sensible politiquement. A partir des années 70 cette Q de la conciliation entre le pluralisme et la diversité est devenue une Q à laquelle ont été confrontées toutes les démocraties car ces années voient l'apparition au sein des sociétés occidentales des nouveaux mouvements sociaux qui sont mis en évidence par un sociologue américain qui s'appelle Ronald Inglehart qui écrit la révolution silencieuse qui est un ouvrage dans lequel il explique que les sociétés développées sont caractérisées par un changement majeur qui est le fait que jusque-là les individus de ces sociétés avaient des revendications essentiellement matérialistes : améliorer son niveau de vie, rémunération, système social, il explique que ce sont des sociétés de bien-être dans lesquelles on est arrivé à un niveau de vie min où les individus vont voir des revendications d'ordre nouveau à faire reconnaître les identités sociales ou politiques particulières. On va se battre pour la reconnaissance de certains droits ou de spécificités au sein de la société : mouvement féministe, émergence de revendications nationalistes notamment en France, revendications d'un mode de vie particulier : les hippies : droit de vivre autrement. Ces nouveaux mouvements sociaux vont contribuer à mettre toutes les démocraties représentatives face à l'enjeu de la gestion de la diversité. Ils ont des revendications qui ne sont pas prises en compte par les partis politiques. Inglehart, au sein des sociétés développées, dans les années 60, se développe le clivage majeur entre les partis des possédants et des ouvriers organisé autour des améliorations matérielles. Mais à partir des années 60 l'individu priorise pas le salaire mais l'identité qui ne cadre pas avec les partis politiques. Elles ont donc du mal à intégrer ces revendications.

Les démocraties représentatives reposent sur un principe qui est celui de l'alternance au pouvoir. L'apparition de ces nouvelles revendications aspiration de plus en plus de minorités à être reconnues au sein du système politique est contradictoire. Cela suppose que le mode de prises de décisions n'est plus le même qu'entre 2 grandes familles politiques. Le pluralisme et la

diversité sont 2 notions relativement contradictoires. Sartori dit que la prise en compte des minorités est la mise en péril de la démocratie car c'est le respect de la majorité et composer avec des minorités cela est impossible. Cette prise en compte de la diversité est un défi comme un pays comme la France où depuis 1789 le système politique français repose sur le principe que la nation dont le gouvernement censé être l'expression politique est une et indivisible dès lors les représentants politique les députés et le gouvernement prennent leurs décisions en fonction des intérêts de la nation qui est une entité abstraite dont les députés sont censés identifier les intérêts nationaux. Et donc dans ce système national l'idée que des groupes sociaux puissent avoir des intérêts particuliers distincts de l'intérêt général ne va pas de soi. La prise en compte de la diversité est donc problématique mais aux USA plus facile car c'est la somme des intérêts particuliers qui est l'intérêt général. Pour toutes ces raisons arriver à concilier ces 2 est un enjeu auquel sont confrontées les démocraties contemporaines.

Ces identités politiques ne se forment jamais de façon spontanée. Elles ne deviennent des entités politique qu'à partir du moment où on a des acteurs politiques qui contribuent à les faire exister.

Comment les groupes sociaux peuvent se transformer en groupes politiques ?

Chapitre 3 : les gouvernants.

Ce terme de gouvernant désigne les individus qui occupent au sein d'une société des positions institutionnelles qui leur permettent de prendre des décisions pour l'ensemble de cette société. Ont la possibilité de prendre des décisions au nom de l'ensemble de la société. La manière dont ils sont désignés peut varier d'un régime politique à un autre. Mais dans le cadre des régimes démocratiques le principe est que ces gouvernants sont issus de l'élection. Dans un régime démocratique ils sont avant toute chose les individus parce qu'ils ont été élus exercent des mandats dont la raison d'être est de diriger la société : les députés qui sont censés élaborer la loi, le Premier Ministre ou le Président de la République qui accède à ses fonctions à l'issue de l'élection, les Ministres désignés par le 1^{er} Ministre ainsi qu'au niveau local les différents des élus locaux qui on délègue de diriger les affaires de la commune, département, région. Election est censée assurer un lien entre les gouvernants et les gouvernés. Lien de 2 natures :

- Il suppose que tout citoyen est susceptible de pouvoir prétendre au statut de gouvernant ce qui se traduit à ce que tous les citoyens ont le droit de se présenter aux élections nationales ou locales.

- Contrôle des citoyens sur les gouvernants qui sont censés gouverner au nom des citoyens et ils peuvent être dépossédés de leur mandat par les citoyens qui vont élire une majorité différente.

Capacité des citoyens à choisir et à influencer sur les gouvernants.

En réalité plusieurs facteurs qui remettent en cause cette image de démocratie.

Mise en place d'une démocratie qui n'empêche pas l'existence d'élite. Au delà de l'élite la démocratie favorise un autre phénomène qui est le phénomène de la professionnalisation. Et il y a un autre phénomène qui remet en cause cela qui est le fait du pouvoir dont dispose la bureaucratie.

§1. Elite et démocratie.

Un des premiers constat concernant le statut des gouvernants au sein des régimes démocratiques à concerner la présence au sein d'élite sociales ou politiques qui souvent s'accaparent ses fonctions de gouvernement. Constat fait par 3 auteurs : Pareto (1859, économiste poursuivit par les gouvernements en place va université en suisse et, Mosca (italien d'origine 1859 à Palerme et mort en 1951 à Rome. Il est fonctionnaire au P italien dans les années 1910 et va occuper une chair à l'université à Rome puis Turin et on le considère en Italie comme le fondateur de la science politique italien : élément de science politique traduit en anglais par the rulling class il est particulièrement intéresser par la Q des dirigeants, Néo-Machiavels allemand d'origine élève de Max Weber puis va s'installer en Italie à turin où il va enseigner la science politiques. Ils vont faire une analyse scénique ou réaliste des fonctionnements des régimes démocratiques. Le point commun à ces 3 auteurs est qu'ils écrivent à un moment unification allemande et italienne et 2 auteurs qui écrivent en Italie ou en Allemagne et où le suffrage devient universel en 1912 Italie et 1919 en Allemagne la Q majeure a laquelle il faut répondre qu'est que la démocratisation de ces soc va changer à l'organisation sociale et politique de ces soc ? On se pose cette Q car a partir du dernier quart du 19^e on a des intellectuels et des hommes politiques inquiets qui expliquent que l'égalité de droit entre les hommes va conduire à l'anarchie. La réponse des machiavéliens claire que tous els mécanismes institutionnels politique que l'on met en place pour favoriser une démocratisation ne changent rien au fonctionnement des soc car quelque soit les règles il existe une fatalité historique que l'on retrouve dans toutes les soc depuis le début de l'histoire de la soc apparait un petit groupe d'individus qualifiés d'élites qui vont forcément s'accaparer les positions de pouvoir et qui vont forcément exercer ce pouvoir en fonction d'intérêts qui lui sont propres. La première forte des néo surtout qui vient de Mosca pour lui les masses sont les éternelles dupes de l'histoire. Quelque soit les principes que se revendique régime politique une majorité apparait intérêt différent de ceux du peuple. Le peuple a vocation à être tenu en dehors du pouvoir. Au sein de toute soc on aura beau tout faire se mettra en place distinction entre gouvernants et gouvernés sachant que ces 3 auteurs ont une vision différente sur cette distinction. Les plus riches ou les plus talentueux. Mosca : pas forcément les ressources mais l'apparition d'une élite c'est un effet de l'organisation de la société. Ils se retrouvent comme quoi cette distinction est toujours dans une société. Et même si cette élite pris du peuple elle va avoir tendance à prendre des décisions, à gouverner de plus en plus en fonction d'intérêts qui lui sont propres. Michels objectif interroger sur cette forme d'organisation politique nouvelle que sont les partis. Il s'intéresse à un parti politique particulier qui est le parti social-démocrate allemand fondé par la fusion de différents mouvement ouvriers allemands en 1890 et en 1910 ce parti s'est clairement le parti euro a la fois le plus nombreux en effectif et le plus organisé. Le SPD en Allemagne constitue une véritable contre société car a mis en place des prestations qui encadrent leurs vie de la naissance jusqu'à la mort : offre des loisirs intervient dans la protection sociale qui permet d'aider les ouvriers. Ce qui intéresse michels SPD considéré le plus démocratique car se présente comme le parti des masse prétend défendre l'intérêt des masses ouvrières organisé de façon particulière au seuil duquel existe des règles qui permettent de limiter le temps que les dirigeants passent dans différents mandats, mécanisme pour que la base soit régulièrement consultée. Repose sur des principes et règles qui font de lui une institution particulière qui relève des principes de la démocratie. Et il fait le constat que malgré toutes ces règles a partir des années 1900 formation d'une petite élite d'individus qui vont monopoliser les postes de haute fonction et vont contourner les règles pour rester à leurs fonctions.de plus en plus le militant de base voit ses chances d'accéder au poste se réduire. Et le 2^e constat est que ces individus se pérennise a la tête du parti et de plus va avoir tendance à

limiter les possibilités des militants de base d'influer sur les choix faits par le parti. Il montre que cette élite ouvrière pour arriver à ses fins va avoir tendance à sélectionner les revendications exprimées par la base dont la priorité est de se faire réélire. Le parti s'éloigne de cet idéal démocratique qu'il revendique et pour lui pas tellement une surprise car pour lui quelque soit les sociétés, il existe une loi : la loi d'Erin d'oligarchie : petite minorité d'individus qui vont gouverner en fonction de leurs propres intérêts et plus ceux de l'ensemble. Il explique que cette petite élite qui se forme sa formation est quelque chose de naturel. Cela s'explique est que de fait ce sont les plus compétents pour défendre les intérêts du parti. Les néo-machiavéliens ont une vision pessimiste du fonctionnement de la démocratie qui ne change pas grand-chose au fonctionnement de la société mais ne veut pas dire que cette existence d'élites veuille dire que la démocratie n'existe pas. La démocratie système politique dans lequel on a un petit groupe d'individus qui exercent des fonctions du gouvernement mais qui sont sélectionnés par le vote du peuple.

La deuxième critique à cette vision est faite dans les années 1960 par Robert Dahl ouvrage qui gouverne ? ouvrage dans lequel il s'intéresse à une petite ville américaine New Haven à la manière dont sont prises les décisions au sein du conseil municipal il va montrer qu'à New Haven on a deux élites qui monopolisent les fonctions : les patriciens qui sont des représentants de la bonne société américaine dont les origines familiales remontent au 18^e majoritairement protestant dont beaucoup rattachés à l'université de Yale et un deuxième les entrepreneurs immigrants de fraîche date qui ont fait fortune dans le commerce ou industrie et se lance ensuite dans la politique. Ces 2 groupes sociaux peu de sujets sur lesquels ils sont d'accord. Ils se disputent le pouvoir. Ces groupes selon les sujets discutés ils n'ont pas la même influence sur les décisions prises : Q aménagement urbain au sein du conseil municipal : entrepreneurs mais Q de la désignation des candidats au sein des partis démocrates et républicains : patriciens plus de pouvoir. Ces élites ne sont pas toutes puissantes. Pour lui c'est une manière de dire que l'idéal démocratique dont repose la société américaine n'est pas fausse.

Pour Max Weber un homme politique professionnel est un individu qui vit pour et de la politique. Il vit pour la politique il consacre à l'activité politique l'essentiel de son temps. Avant introduction du suffrage universel on a des gens qui consacrent essentiel de leur temps à la politique car dispose d'une fortune personnelle qui leur permettent de ne pas travailler et de faire de la politique en plein temps avec le suffrage universel : gens qui vivent pour l'activité politique mais de plus en plus de la vie politique qui devient une manière de gagner sa vie. Dans un premier temps le meilleur moyen d'en vivre est d'occuper des responsabilités au sein d'un parti qui va donner rémunération pour le temps qu'on lui consacre. Il va insister que cette professionnalisation de l'activité politique elle correspond à une définition tout à fait nouvelle de la politique. Devient un métier comme un autre ce qui pose un problème moral mais aussi gens qui vont avoir une nécessité de rester au poste. Elle contribue à éloigner les intérêts des membres du personnel politique et ceux qui les ont élus. Si on veut que les fonctions politiques ne soient pas exercées uniquement par des gens qui disposent de moyens financiers pour ne pas travailler et faire de la politique il faut donc qu'elle devienne une profession pour que tout le monde puisse y accéder : les députés avec les indemnités mais si on ne leur verse pas ceux qui ont besoin d'être rémunérés la plupart des personnes n'ont aucune chance d'accéder à la politique. Démocratie : professionnalisation de la politique dont les hommes vont avoir tendance à développer des intérêts différents de leurs électeurs. Cette professionnalisation pose problème. Comment fonctionne se comporte les hommes politiques dans le cadre des régimes démocratiques pour Schumpeter il faut faire comparaison entre la vie économiques et politiques. Dans les années 30 il parle de marché éco pour comprendre comment marche la démocratie. Dans le marché économique, 2 grands acteurs qui cohabitent : d'un côté les producteurs : les capitalistes et dans le marché politique : hommes politiques qui produisent des discours politiques et face à eux on a des consommateurs dans éco les gens qui achètent les produits et dans le marché politique les citoyens en leur donnant leur voix. Weber explique en matière économique, la priorité des producteurs est de faire du profit de gagner de l'argent mais en même temps explique Schumpeter ces producteurs pour faire cela obligés de tenir compte des attentes des consommateurs. Ils sont obligés de tenir compte des intérêts du consommateur. Les hommes politiques dans la même posture : préoccupation principale être réélu pour conserver leur source

de revenu et donc explique que pour cela obligés de tenir compte des intérêts des citoyens. Schumpeter explique émerger une équilibre entre les intérêts des hommes politique et les citoyens. Même si remet en Q de l'activité politique elle ne met pas radicalement en cause la démocratisation de la vie politique.

§3. Le pouvoir dont dispose la bureaucratie.

Mot qui apparait au 18^e qui désigne ensemble des fonctionnaires de l'Etat. Agents administratifs a qui appartiennent administration du roi censés appliquer les décisions prises par le gouvernement. A partir du 19^e avec Max Weber elle va prendre un sens un peu différent. Forme particulière de l'administration. Il appelle cela les formes de l'administration étatique qui se développent en France et en Allemagne. Pour lui entre l'administration de l'ancien régime et celle qui est en train d'apparaître il y a une rupture. Plusieurs caractéristiques :

- Fonctionnaires recrutés e fonction de leurs compétences vérifiées par des concours et sont plus recrutés comme c'était le cas avant en fonction de leur origine sociale.
- Ils sont censés obéir qu'au devoir de leur charge ils sont à la fois indépendant de la société et à l'abri des pressions des pouvoirs politiques.
- Dans une bureaucratie les fonctionnaires sont soumis à une hiérarchie et discipline stricte en fonction du grade que l'on a ou la fonction que l'on a on est censée obéir à notre supérieur.
- Les fonctionnaires touchent un traitement fixe dont le montant est défini par des règles ce qi est important pour Weber qui veut dire que ces fonctionnaires ne peuvent pas obtenir des faveurs.
- Les bureaucrates exercent leurs fonctions à titre principal : être fonctionnaires c'est leur métier. Ce n'est plus à temps partiel ou parce que l'on bénéficie d'un titre d'une charge administrative. Ils ont des perspectives professionnelles garanties par un statut juridique qui montre la manière dont on peut franchir les échelons hiérarchiques. Règles qui définissent les conditions dans lesquelles les fonctionnaires peuvent voir leur carrière arrêtée.

Phénomène important car change la manière dont fonctionne l'administration. La bureaucratie permet la continuité de l'Etat. Mais c'est une machine au service du gouvernement. Elle permet au gouvernement d'agir sur la société. Permet au pouvoir politique d'agir sur la société et d'un autre côté les fonctionnaires ont un rôle de conseil du pouvoir politique : possible de faire pour régler les problèmes de la société. Remis en cause par série de sociologues. Forme la plus moderne de l'administration qui permet de faire d'elle un instrument au service du pouvoir politique. Véritable courroie de transmission entre les gouvernants et les gouvernés. Cette vision positive commencée à être remise en cause par une série de sociologues années 1940 qui vont souligner la bureaucratie peut être un obstacle pour les gouvernants politique et elle peut influencer les décisions prises par les gouvernants.

Le premier à remettre en cause la conception idéale est un sociologue américain qui s'appelle Robert King Merton qui est une des grandes figures de la société américaine 1930-50 fonctionnement des partis politiques des USA. Il s'intéresse à l'administration telle qu'elle existe et contrairement à ce que dit Max Weber la bureaucratisation de l'administration peut être à l'origine de disfonctionnement notamment avec l'apparition chez les fonctionnaires d'un mode de comportement particulier qui est la personnalité bureaucratique= pour lui renvoie que le fonctionnaire qui travaille dans le cadre d'une bureaucratie va tellement intégrer les règles qui organisent sa fonction que sa préoccupation principale va devenir le respect de ces règles et beaucoup moins la réalisation des objectifs désignés par les dirigeants politiques. Le risque est que le fonctionnaire devienne obsédé à respecter ces règles et perdre sa raison d'être : immobilisme qui menace. Il explique que la bureaucratie plus vrai courroie de transmission car

vont bloquer l'action des dirigeants politique et mettre l'accent sur les procédures auxquelles ils doivent obéir. Une espèce d'inertie de la bureaucratie.

La 2^e critique va porter sur l'influence des décisions qui sont prises par les dirigeants politiques. Dans le modèle de Weber courroie de transmission entre les gouvernants et gouvernés qui appliquent les décisions sur les gouvernés. Les fonctionnaires sont censés conseiller les dirigeants politiques de façon neutre. Ce modèle idéal est mis en cause dans les années 60 par un sociologue et politiste américain qui s'appelle Graham Allison qui en 71 publie un ouvrage qui devient un classique de la science politique et analyse des relations internationales : essence of decision : il s'intéresse donc la manière le gouvernement américain et soviétique ont géré un événement politique particulier qui en 62 la crise des missiles de Cuba qui débute avec la découverte de la présence sur le sol cubain de site de lancement nucléaire soviétique considérée comme le moment de la GF ou le risque d'un affrontement direct a été le plus fort. Il veut comprendre comment cela. Le premier constat qu'il fait est que l'interprétation dominante a tendance à considérer que ce sont les 2 leaders politiques acteurs principaux avec le Kennedy et Khrouchchev présentés comme des joueurs d'échecs : ils vont prendre des décisions en fonction des agissements de l'adversaire. Présentés comme des acteurs rationnels. Le principal problème de cette thèse est qu'elle néglige totalement le rôle que jouent les hauts fonctionnaires civils et militaires qui entourent les 2 présidents. Problème car dans le cadre de la crise pas se comporter de manière neutre mais vont avoir tendance dans les conseils à privilégier des solutions qui sont les plus conformes aux intérêts professionnels ou services administratifs dans lesquels ils sont. Ils ne se comportent jamais de manière complètement neutre car intérêts déterminés par la position qu'ils occupent au sein de l'administration: le chef état-major de l'armée de l'air américaine crise de Cuba meilleure conseil possible au Pr américain. Quelqu'un qui est soucieux de défendre le budget qui lui est attribué. Il va avoir tendance à se tirer la couverture à lui manière de justifier les moyens qu'on lui a attribué. Tous les hauts fonctionnaires appartiennent au service administratif dont ils défendent les intérêts et ne vont donc jamais montrer toutes les solutions possibles. Allison explique par de politique bureaucratique qui tient à ces luttes d'influence dont se rendent responsables les hauts fonctionnaires mais pose un problème car elle a pour conséquence de réduire la marge manœuvre dont dispose les dirigeants politiques. C'est le fonctionnaire qui aura su convaincre le politique qui verra cette mesure appliquée. Les hauts fonctionnaires sortent de leur rôle. Ce constat vaut pour toutes les décisions prises en matière politique étrangère et de sécurité. Cette logique on la retrouve dans tous les domaines d'action de l'Etat.

Troisième limite : proposé par le cas français : la France est le pays dans lequel les fonctionnaires disposent d'un pouvoir particulièrement fort et contredit l'image idéale de la bureaucratie proposée par Weber. Première critique faite par un sociologue qui s'appelle Pierre Bourdieu qui a écrit dans les années 80 la noblesse d'Etat consacre au rôle des grandes écoles qui sont une des spécificités du système français. Former les élites administratives de la France qui est une spécificité française. Ce système depuis la fin du 19^e est présenté comme un moyen de démocratiser le recrutement de la fonction publique= méritocratie américaine : la république donne à tous les citoyens de réussir professionnellement. L'Etat prend initiative de créer une école par concours qui doit permettre l'égalité des citoyens fassent à l'administration. Sa démonstration est de démontrer que ce principe dont repose les grandes écoles a tendance à favoriser une noblesse d'Etat :1) les grandes écoles vont avoir tendance de recruter les jeunes gens des milieux les plus favorisés. Si on a cela car les compétences recherchées sont des compétences que les jeunes gens des milieux favorisés maîtrisent de manière quasi naturelle auxquelles on n'a pas accès dans les milieux défavorisés ou populaires. 2) comme dans le cadre de la noblesse de l'ancien régime ce système a tendance à favoriser un phénomène d'hérédité : réussissent l'ENA 40 % qui sont fils de fonctionnaires. Milieu qui se reproduit sur lui-même comme la noblesse et l'aristocratie se reproduisait dans le cadre de l'ancien régime. Ces hauts fonctionnaires ne vont pas forcément être neutres car leur recrutement social est tellement homogène que dans le cadre des décisions influencées par leur régime social. Confusion entre administration et politique

2^e limite en France est celle qui tient à la confusion qui existe depuis le début de la Ve république entre la haute administration et l'activité politique. En 77 publie un ouvrage les sommets de l'Etat dans lequel il s'intéresse aux relations entre le personnel politique et le personnel de la haute administration dans le système politique français. Certains auteurs mettent en cause l'impartialité de l'Etat dans toute une série de décisions à propos desquelles ils considèrent qu'elles sont trop favorables à la bourgeoisie. La réponse de Bourdieu est de dire que le problème en la matière n'est pas un problème de rapport entre l'Etat et la classe dominante qui est problème pour les marxistes mais c'est le résultat d'un phénomène qui tient à la France et depuis 58 on assiste à une confusion de plus en plus forte entre les élites politiques, les élites administratives et les élites économiques : principaux patrons. Si on veut comprendre la situation particulière de la Ve république remonter dans le passé et voir comment cela a évolué. En la matière il y a un moment clé que dit B années 1880-1910 début de la III^e république moment où l'on assiste à une dissociation entre le personnel politique et administratif. B explique à cause de 2 phénomènes :

- Introduction du suffrage universel 1848 et rétabli en 1870 qui va avoir pour effet de démocratiser le phénomène politique. Ce changement des règles va faire que le profil sociologique des députés va avoir tendance à se démocratiser. Députés issus de milieux plus modestes : ouvriers : mouvement ouvrier se développent qui vont soutenir des candidats aux élections, des classes moyennes : employés, cadres moyens secteur privé, profession libérale, plus provinciaux. Pas rare que soit élu des députés sans avoir besoin de faire campagne, élus dans des circonscriptions et ne sont pas des provinciaux en tant que tel. On assiste à l'entrée dans les chambres des députés de plus en plus provinciaux : profil radical socialiste instituteur du sud de l'ouest. Recrutement de hauts fonctionnaires mise en place de concours selon Bourdieu. On a des fonctionnaires qui sont d'autant plus issus de la haute bourgeoisie ou de l'aristocratie, plus parisiens. Dissociation remise en cause début de la Ve république par le général de Gaulle quand il prend le pouvoir en 58 en étant critique sur le fonctionnement du régime parlementaire en France et de la IV^e république. Encourage hauts fonctionnaires à entrer dans la politique ENA= 1945. présence de plus en plus important des HF dans les cabinets ministériels. Présence accrue dans les gouvernements 40%-50% des M soient des fonctionnaires. Beaucoup ont quitté l'administration pour postes entreprises privées ou entreprises publiques. B explique que cette politique délibérée du général de Gaulle va favoriser l'apparition d'une situation particulière HF être technicien au départ qui se contentent d'obéir aux gouvernants ils vont de plus en plus aller coloniser l'activité politique et éco. Ve république apparaît comme un gouvernement d'HF. Font partis des gouvernants à part entière

Chapitre 4 : les partis politiques.

Les partis politiques dans les régimes démocratiques jouent un rôle essentiel dans les fonctionnements de ces régimes. Un des critères de ce régime tient à l'existence d'un pluripartisme : possibilité de créer librement des partis politiques. Associations qui défendent soutiennent des programmes et des candidats dans la perspective des élections. Ces partis politiques tels qu'on les connaît aujourd'hui sont apparus au dernier quart du 19^e siècle avec 3 grands partis qui vont marquer l'histoire politique. Le premier parti politique moderne : le parti radical qui à l'époque est un parti de gauche créé en 1901 dans le cas de l'Allemagne le premier parti pleinement moderne est le parti social-démocrate créé en 1960 et en GB 1877 une réforme qui concerne le parti libéral qui met en place toute une série de structures d'institutions qui renforcent le contrôle du parti sur les élus. Ces différents partis euro liés à la démocratie politique mais en même temps leur rôle est décrié, suspecté de pratiques de favoritisme, ils posent problème dans le fonctionnement de la démocratie.

§1. L'origine des partis politiques.

Il faut distinguer 2 choses :

- L'usage du mot que l'on a fait du parti : utilisé dès le MA avec des références à cette idée de parti qui désigne un groupe d'individus qui sont au service d'une personnalité particulière ou d'une idée : au 12-13^e en Europe on va beaucoup parler de 2 grands partis qui s'affrontent : le parti des guelfes (partisans du pape) et des gibelins (partisans de l'empereur du saint empire romain germanique) : conflits très fort entre ces 2 personnalités qui portent sur les compétences des deux. Ils s'affrontent au sein des institutions politiques toute une série d'assemblées mais ils sont présents aussi sur le terrain militairement. A partir de 1789 ou l'on parle de parti pour désigner au sein de l'AN un groupe de députés qui soutient une personnalité particulière. Un sens plus politique mais pas encore celui d'aujourd'hui car à l'époque désigne une dizaine de députés qui une fois élus se retrouvent pour défendre des idées en commun ou pour une personnalité. Le moment où les partis politiques vont prendre les caractéristiques qu'ils ont aujourd'hui c'est un peu plus tard en France 1890-1900 du fait d'un facteur qui est l'introduction du suffrage universel. Selon les pays caractéristiques différents selon la nature des relations entre les différents groupes sociaux.

- Le sens particulier que va prendre ce mot à partir du 19^e dans un certain nombre de pays. Sociologue Moisé publie un ouvrage la démocratie et les partis politiques première analyse sociologique des partis politiques modernes va influencer Max Weber. Il est né en 1864 et mort en 1919 d'origine Russe et fonctionnaire du Tsar et va partir assez rapidement pour aller à Paris où il enseigne et s'intéresse à ce que sont les partis politiques. Pour lui les partis politiques constituent une espèce d'énigme principalement quand il écrit dans la plupart des pays développés sont apparus des partis politiques au cours des 10 dernières années ce qui est étonnant pour lui car pas prévus par les constituants des systèmes politiques. L'énigme qu'il essaye de résoudre est pour quoi multiplication des partis politiques ? réponse à la démocratisation des partis politiques pays euro et américains et s'ils existent c'est en réponse à une lacune particulière des systèmes démocratique qui est que on a attribué en l'ensemble des électeurs la possibilité de participer aux élections avec une idée implicite qui était que ces citoyens forcément intéressés par les Q politique et que donc spontanément à la fois capable de s'exprimer politiquement de faire un choix politique entre les différents politiques de se mobiliser et le constat qu'il fait est ce que ce caractère spontané ne va pas absolument de soi. Les citoyens ne vont pas se renseigner spontanément ou aller voter. partis politiques résultat fonctionnel il y avait un besoin qui existait. Apparus du fait de ces lacunes de la démocratie mais à des rythmes différents a mesure que dans ces différents pays était mis en place le suffrage universel. Dans son livre il fait une comparaison entre les 2 pays qui sont le plus en avance qui sont la GB et les USA et montre que dans les 2 cas le développement des partis politiques est étroitement lié à l'élargissement du suffrage. 1^{er} cas : GB où il montre que dans le cas de la GB il y a 3 dates importantes directement liées à l'histoire du suffrage universel :

-

1) 1832 où est adopté une réforme du droit de suffrage qui fait notamment obligation aux électeurs pour pouvoir voter ils doivent préalablement s'inscrire sur des listes électorales. Cette réforme entraîne l'apparition dans chaque circonscription électorale organisations particulières qui sont des sociétés d'enregistrement : associations qui vont aller démarcher les électeurs potentiels pour les inciter à s'inscrire et si ce préoccupent autant car formations soutenues par des candidats aux élections qui essayent d'élargir au max les personnes pouvant voter. Elles sont souvent temporaires quand un candidat se retire ou meurt

2) 1861 : soutiennent des candidats libéraux ses sociétés prennent la décision de se fédérer au sein d'une structure politique nationale.

3) 1877 : la fédération nationale libérale, met en place une institution qui est l'institution du caucus assemblée créée au sein du parti libéral élus locaux et nationaux auxquels on va attribuer 2 compétences particulières :

- programme commun à l'ensemble des partis.

- désigner les candidats soutenus par les partis lors des élections. Une fois élu on s'engage à défendre et appliquer le programme du parti libéral. Il est organisé au niveau national et le parti contrôle les élus : parti politique moderne.

2^e cas : les USA : montre que les choses se passent de manière un peu différente car l'histoire du suffrage des USA est différente. Compétences des états fédérés. Dès les années 20-30 on assiste à une bipolarisation de la vie politique autour de 2 partis qui sont dans un premier temps le parti fédéraliste partisan d'un renforcement du pouvoir centrale et un parti républicain : parti démocrate et républicain d'aujourd'hui. Formation apparaît très tôt aux USA du fait des spécificités de la C américaine les citoyens amenés à se prononcer d'un nombre important d'élus. Les partis américains mettent en place des caucus dont la mission va être de désigner les candidats à ces différentes fonctions. En 1824 mise en place d'une autre institution qui a la même finalité du caucus sauf qu'elle est mise en place dans certains états ou les caucus vont être accusés de favoriser une espèce de coopération mise en place de système de convention les gens qui désignent les candidats sont les citoyens qui se reconnaissent dans le parti en Q. en fonction des Etats c'est soit le caucus soit une convention. L'autre constatation est que ce développement des partis politiques est également influencé par la nature des relations sociale qui existent dans chaque pays. Dans le cas de la Grande Bretagne, les partis politiques vont se développer au départ dans des lieux et selon des logiques extrêmement proches de la vie mondaine. A l'origine on a souvent des salons entretenus par des personnalités de l'aristocratie qui vont els transformer en organisation politiques. La société britannique est une société hiérarchisé avec très forte distinction de classe et les partis vont se développer du fait de l'attraction qu'exercent certaines personnalités qui n'appartiennent pas forcément des gens du même milieu alors qu'aux USA il constate que le développement des partis politiques s'accompagnent du développement d'une pratique politique particulière que l'on appelle le « Bossisme » qui va consister pour les candidats à faire appel à des bosses qui sont en fait des gens en position d'intermédiaires et dont le rôle est de gagner des voix auprès des électeurs en contrepartie d'un certain nombre avantages matériels accordés aux électeurs. Cette corruption sur laquelle vont se développer partis américains indispensables quasiment car les USA société égalitaire et pour convaincre les citoyens américains de soutenir un candidat et comme pas ressorts de la satisfaction de côtoyer des personnages importants le Bossisme moyen pour obtenir des voix.

§2. L'organisation des partis politiques.

Quand on parle partis politiques modernes on parle associations 4 caractéristiques principales :

Deux sociologues : la palombara et Weber partis politiques modernes partagent 4 caractéristiques qui les distinguent de toutes les autres formes organisations politique qui ont pu exister auparavant.

- Parti politique organisation durable une forme d'organisation dont espérance de vie est supérieure à celle de ses créateurs. Et ce caractère durable pour les politique important car permet de distinguer les partis politiques des formes d'organisations qui pouvaient être mises en place ou il fallait obtenir la signature d'un élu avant le 19^e.

- Organisation complète : organisation qui a à la fois des structures nationales mais des structures locale également.

- La volonté d'exercer le pouvoir. Différencier les partis politiques des organisations syndicales.

- La recherche d'un soutien populaire. Objectif de rassembler le plus de soutien possible au sein du parti politique. Groupes de pression pour négocier avec les gouvernants.

Forme d'organisation moderne relativement comparable en fonction des partis organisation peut varier en fonction du profil de leurs militants en fonction de l'origine sociale de ceux qui dirigent le parti. Maurice Duverger est un juriste de droit constitutionnel et dans les années 50 impliqué dans les débuts de la science politique et en 51 il écrit les partis politiques qui est un ouvrage dans lequel il s'interroge sur origine des partis politiques et les formes qu'ils prennent dans les différents systèmes politiques. Premier phénomène qui est que les caractéristiques d'un système politique et en particulier la manière dont sont organisées les élections dans certains pays a un effet sur à la fois le nombre l'organisation des partis politiques. Il explique qu'en fonction du mode de scrutin on peut expliquer le nombre et organisation des partis. 3 modes de scrutin :

- Le scrutin proportionnel : élection on voit se former un système partisan caractérisé par l'existence de partis multiples (+de 2) qui vont être des partis rigides et qui dans leur stratégie politique vont s'appliquer à maintenir leur indépendance les uns vis-à-vis des autres. L'émiettement politique qui caractérise la IV^e république et explique instabilité politique on le doit au scrutin proportionnel.

- Scrutin majoritaire à 2 tours : mis en France à partir de 58 : formation d'un système organisé autour de partis multiples mais vont être beaucoup plus souples sur le plan idéologique et dépendants des uns des autres. on a plusieurs partis car dans ce scrutin lors du 1^{er} tour tous les partis politiques vont avoir tendance à afficher leurs différences. Il explique accède au second les 2 arrivés en tête qui sont obligés de nouer des alliances.

- Scrutin majoritaire à un tour : système partisan caractérisé par un dualisme des partis politiques : la coexistence de 2 partis politiques dont objectif est de remporter les élections dans le tour unique rassembler leur force mais ils vont s'opposer lors de ce tour difficulté car cela favorise le bipartisme. La formation d'autres petits partis on une chance d'exister qui est quasiment nulle.

Modèle relativement classique d'analyse mais il est critiquable dans aucun pays il n'existe de système partisans qui soit extrêmement dualiste : GB le gouvernement en place est un gouvernement qui est le résultat d'une alliance entre le parti conservateur et libéral.

Sa première critique est que son modèle il doit être pris avec précautions car il met l'accent sur des tendances mais ne permet pas de décrire les systèmes partisans mais il est utile.

2^e : il a tendance à surévaluer les modes de scrutin par rapport à d'autres variables. Le fait que l'on est 2 partis plusieurs indépendants ou dépendants des uns des autres ne vient pas du mode de scrutin. Car peut tenir à l'histoire politique du pays, au profil des électeurs.

Le deuxième élément qu'il met en évidence sont les liens qui existent entre les origines sociales des membres d'un parti politique et l'organisation qu'il va adopter. Il pose une distinction qui est devenue classique entre 2 grands types de parti politique :

Indépendamment de leurs idées on s'aperçoit 2 grands modèle qui cohabitent.

- Les partis de masse : partis politiques pour lesquels le recrutement du plus grand nombre d'adhérent est l'objectif prioritaire car ils considèrent que leur mission est de faire l'éducation politique de ceux qui les rejoignent. Pour Duverger le meilleur ex d'un parti de masse est le parti communiste français qui se distingue car il revendique le plus grand nombre d'adhérent en 51 mais surtout plus que le nombre d'adhérents ce qui est révélateur le fait de faire

ça est un objectif à part entière car il considère que sa mission c'est de faire prendre conscience à la classe ouvrière les intérêts qu'elle a à défendre et cela passe par sa capacité de faire adhérer les personnes au parti. Il explique qu'au début des années 50 on a un 2^e parti :

- Les partis de cadre : ce que l'on recherche ce n'est pas la quantité des adhérents mais la qualité de ces adhérents. Dans ce parti plutôt que de chercher un grand nombre de militants on va plutôt chercher à recruter des individus, qui soit sur le plan financier ou social, politique dispose de ressources exceptionnelles. Duverger explique qu'il va chercher à recruter des notables, des gens qui soit du fait de la position sociale qu'ils occupent, disposent de moyens financiers qu'ils vont mettre au service du parti. Le notable dans la vie où il vit bénéficie d'un certain prestige. Mettre sa réputation au service du parti politiques. il va chercher à recruter des personnes qui ont déjà un mandat électoral. pour lui les partis caractéristiques de ce parti sont des partis du centre droit : années 60 l'UDF. Aujourd'hui le MODEM de François Bayrou car essentiel de la stratégie prendre des gens qui disposent déjà d'un mandat électoral.

Au-delà des idées ou de leur appartenance dans les démocraties contemporaines deux grands types de parti qui domine. Pour Duverger les partis de masse sont ceux qui sont le plus directement liés au développement du suffrage universel. C'est un moment où l'on donne le droit de vote que les partis de masse se développent. Cette distinction depuis une 30 aine d'année on la considère comme de plus en plus dépassée car dans la plupart des démocraties contemporaines le militantisme politique est en voie de raréfaction. 45 le parti communiste revendique 800 mille adhérents en France. La deuxième est le RPF : rassemblement du peuple français qui revendique 400 mille adhérents. En 2009 le parti politique est l'UMP qui revendique 220 mille adhérents suivi par le parti socialiste qui en revendique 200 mille et comme le MODEM 50 mille. Ce parti de cadre remis en cause car pour la plupart des partis politiques chercher à recruter le plus grand nombre d'adhérents n'est plus une priorité mais plutôt séduire les électeurs dans la perspective des élections. Du fait de que depuis les années 80 en France aussi bien la droite ou la gauche possibilité de gouverner que l'exercice de ces responsabilités a eu conséquences atténuer leur différence idéologique. Le parti de masse beaucoup plus compromise. Ces 2 notions depuis 80 utilisées pour expliquer y compris les partis qui fonctionnaient en fonction des modèles de partis de masse avaient tendance se transformer en parti de cadre. Montrer que tous les partis politiques ne fonctionnent pas de la même manière. En fonction du public que visent ces partis leur organisation peut être différente. Un parti de masse est un parti qui recherche le plus grand nombre mais pas un parti qui a beaucoup de militants. Ce qui fait la différence entre les 2 c'est la manière dont on conçoit les relations entre le parti et ses adhérents. Idée que d'un côté éducation politique du plus grand nombre et parti de cadre on va rechercher des gens qui ont déjà des ressources politiques. En matière d'organisation, il y a une grande différence. Les partis de masse sont caractérisés par une discipline forte qui permet de faire passer l'idéologie en disant que le programme ne peut pas être discuté. Il s'adresse à des adhérents du fait de leur origine sociale non pas les moyens de discuter les moyens. Dans un parti dans le cadre du parti de cadre la discipline est quasiment inexistante. Série de structures qui permettent d'encadrer la vie de leurs militants. Pour renforcer les liens des adhérents le parti va mettre en place des institutions qui permettent de travailler pour le parti et d'être impliqué dans la vie du parti. Dans un parti de masse on va favoriser le militantisme. Un parti de lutte ouvrière a une structure de parti de masse.

§3. Les fonctions des partis politiques.

Quand on s'interroge sur les fonctions des partis politiques la question que l'on se pose est de savoir à quoi servent les partis politiques c'est-à-dire dans quelle mesure les partis politiques participent ils au fonctionnement des partis politiques ? Le rôle des partis politiques est de mobiliser les individus autour d'un programme politique déterminé en vue d'accéder au pouvoir à l'occasion des élections. Cette fonction est forte mais elle n'estime pas à elle seule la place que les partis politiques occupent dans les démocraties contemporaines. Elle ne l'estime pas car au-delà de la fonction manifeste= rôle officiel mais si on veut comprendre le rôle des partis politiques il faut s'intéresser aux fonctions latentes (fonctions que les partis politiques sont susceptibles de remplir de façon moins évidente). Robert Merton sociologue américain des années 50-60 qui met

en évidence l'existence de ces 2 fonctions en faisant une étude sur la pratique du Bossisme = aux USA c'est une forme de pratique politique qui se développent au 18^e au sein des partis politiques qui va consister pour les partis politiques à monnayer les voix des électeurs contre des avantages matériels. Forme particulière de clientélisme, pratique qui consiste à solliciter des électeurs en leur promettant l'obtention d'avantages matériels. Boss qui appartiennent à différentes communautés qui occupent des quartiers clairement distincts et au sein le boss c'est celui qui obtient un certain prestige car il est capable de rendre des services au sein de la communauté. Aux USA les partis politiques vont recourir à ces bosses pour renforcer leur implantation, rôle intermédiaire entre la pop et le candidat. Pratique de corruption au moment où il écrit cette pratique est considérée comme un facteur de désagrégation du système américain. Pathologie sociale et politique. La démonstration qu'il va faire va être de dire que même si cette pratique apparaît comme une menace c'est au contraire un facteur de stabilisation et de renforcement du système américain il participe des fonctions latentes que les partis politiques américains accomplissent vis-à-vis de la démocratie américaine car le Bossisme est le résultat de 2 tendances contradictoires : la soc américaine rassemble des pops au sein desquelles il existe une très forte demande en matière de mobilité sociale : pop d'immigrés. La pop américaine est une pop d'immigrés dont objectif d'obtenir une certaine vie sociale. Au sein des villes A institutions administratives qui se caractérisent par une certaine rigidité bureaucratique et sur le plan politique il n'y a jamais d'alternance politique forte. Il explique que cette situation a pour effet de conforter ces populations américaines à la quasi impossibilité d'améliorer son sort. Un personnage comme le boss qui pratique cette corruption va permettre d'introduire une certaine souplesse dans ce système. Pour lui le Bossisme et la corruption permettent la stabilité et le bon fonctionnement de la démocratie. Il constate que els partis politiques ont une fonction manifeste mais cette fonction elle n'est possible que car les partis politiques exercent une fonction latente. L'intérêt de cette distinction est de mettre l'accent sur le fait que les motivations pour lesquelles on va adhérer à un parti politique peuvent être extrêmement diverses. Pour comprendre pourquoi les gens adhèrent à un parti politique il faut s'intéresser aux fonctions latentes. Critiquée dans les années 60 car analyse fonctionnaliste faite par Merton reposait sur une idée implicite qui était que les partis politiques contribuaient forcément à l'équilibre du système auquel du sein ils se développent. On distingue les partis politiques qui jouaient le jeu du système politique et les partis anti système parti politique dont la raison d'être objectif principal est de remettre en cause le système politique au sein duquel ils se développent. Ces partis anti système ont été étudiés par George Lavaut qui publie à quoi sert le parti communiste français ? il critique Merton en considérant que d'après lui Merton surévalue le caractère intégratif des partis politiques américains à la stabilité de la démocratie américaine et il explique que tous les parti politique ne contribuent pas forcément à l'équilibre du système politique tous les parti politique quel que soit leur programme ils assument des fonctions de stabilisation et de déstabilisation il explique que les grands partis de la Ve république sont des partis à la fois contribuent au renforcement du système politique car ils se revendiquent : ils participent aux élections défense de la démocratie légitime. Tous les partis politiques car contribuent à maintenir des conflits ils contribuent à remettre en cause la stabilité du système. Il va expliquer que pour les partis antisystème ils remettent en cause ce système. Le parti communiste il a d'un cote un aspect anti système mais en même temps il contribue à la stabilisation du système politique car il exerce une fonction tribunitienne= en dénonçant le système démocratique il va permettre intégrer les pops auxquelles il s'adresse au système politique. Cette fonction jusqu'aux années 80 au parti communiste et ensuite au front national. Il met l'accent sur le fait qu'en distinguant des partis on peut se rendre compte de la place qu'ils occupent.

§4. Les partis politiques et l'Etat.

En principe les partis politiques sont censés refléter la diversité des opinions et des intérêts qui sont présents au sein d'une société. Dans les faits quand on s'intéresse à la manière dont les partis politiques sont organisés et fonctionnent ils ne sont pas seulement déterminés par les rapports qu'ils entretiennent avec l'Etat. Le développement des paris mis en évidence à l'occasion de travaux qui ont mis l'accent sur la situation particulière dans laquelle sont les partis du gouvernement. Le fait à chercher assumer des responsabilités gouvernementales avait un effet sur les revendications et les relations qu'ils entretenaient vae leurs adhérents et leurs

militants. Otto Kirchenmer critique dans les années 60 la distinction de Duverger en expliquant qu'elle est dépassée. Pour lui dans les démocraties occidentales tous les grands partis politiques sont en train de se transformer en partis attrape tout qui se caractérise par 3 traits principaux :

- Partis dont l'objectif est d'exercer des responsabilités gouvernementales et donc un objectif qu'ils recherchent explicitement.
- Pour renforcer leur chance d'accéder à cela ils vont avoir tendance à rechercher le consensus. S'ils font cela c'est pour avoir le plus grand nombre de voix.
- Partis à la différence des partis de masse partis pour lesquels l'objectif n'est plus d'obtenir le soutien des militants mais au contraire satisfaire les aspirations des électeurs qui ne sont pas forcément sympathisant su parti. va entrainer la disparition des partis de masse. Des partis pour lesquels les militants qui ont adhéré à un moment ont un rôle moins important car tout est fait pour plaire au plus grand nombre.

Cette évolution est caractéristique des principaux partis auxquels tournent la formation de la société. Pour lui l'objectif qui est d'assumer les responsabilités a un effet sur la transformation des idéologies.

Le deuxième effet qui a lieu sur les institutions politique est celui de cartellisation des partis politiques qui renvoie a une évolution des partis politiques euro qui est liée à la dépendance de ces partis politiques euro aux sources de financements publiques. A partir des années 1960, une constante qui est commune à l'ensemble des partis politiques démocratique est l'explosion de leur budget. Entre les années 60 et 80 en Allemagne le budget moyen a été augmenté de 350% aux USA de 145%. Une deuxième tendance qui est une augmentation des dépenses de ces partis politiques qui est liée à la fois au frais de campagne mais aussi à l'augmentation des effectifs du personnel de ces partis politiques. On assiste à une explosion de ces effectifs en ce qui concerne l'Allemagne augmente de 240% et en Italie de 140% donc les budgets des partis augmentent considérablement. Rend les partis politiques plus dépendants de leur source de financement traditionnellement il est financé par les cotisations. Ils en versent au parti qui les ont aidés à être élus. Ce mode de financement remise en cause du fait de l'augmentation des dépenses des partis. Le nombre de citoyens qui adhèrent à un parti politique a tendance à reculer. Dans la plupart des démocraties occidentales financements publics qui font à l'exception des USA de la GB et des PB l'essentiel des ressources sont des sommes qui leur sont reversées par l'Etat. En 1999 RPR 72% du budget couvert par les finances publiques. Dans un parti comme les verts un peu moins de 50%. Dépendent des subventions versées par l'Etat. Adoption de toute une série de loi : première 1988 : subventions est le remboursement des frais de campagne pour tous ceux qui dépassent les 5% aux élections. Fournit des locaux, documentation, financer leurs projets. Subventions systématiquement attribuées en fonction du nombre de voix qu'ils remportent aux élections. Pour tous partis qui a présenté on reversé 1,7 euros par lois enregistrées. Toutes ces règles de financement public contribuent à accroître l'indépendance des partis politiques vis-à-vis de l'Etat pour parti politique français. Risque d'une cartellisation des partis politiques risque que les grands partis politiques soient susceptibles comme les entreprise qui sont en position de cartelles développent des ententes entre eux pour exclure les plus petite minorités politiques. Cette pratique de financement permet à certains petits partis d'exister mais ceux qui en bénéficient le plus sont les plus grands partis. Accroît les inégalités entre les différents partis. La plupart des démocraties contemporaines dispositifs de subventions publiques : remboursement de leur frais de campagne ainsi que plus matérielles pour ceux qui bénéficient d'une représentation au P : aides publiques aux partis politiques. Ce système conçu comme un moyen de soutien à la diversité des partis politiques de permettre à chaque opinion politique d'être représenté par un parti débouche sur un aspect pervers car tout en assurant l'existence de petits partis les dispositifs de financement ont bénéficié aux grands partis politiques. Ceux qui ont l'opportunité d'accéder au pouvoir et cet effet a été décrit comme un exemple d'un phénomène de cartellisation par Peter Mair qui explique du fait de ces dispositifs les partis de gouvernement ont tendance à se comporter comme des cartels industriels quasi-

monopole. Ce dispositif passe à cote de l'objectif initial. Pour lui cela à deux conséquences principales :

- Une restriction de l'offre politique à favoriser les grands partis par rapport aux petits.
- Accentue la dépendance des partis politiques vis-à-vis de l'Etat. dès lors que les principaux parti politique fonctionnent principalement sur des fonds publics vont avoir tendance à privilégiera des objectifs strictement électoraux plutôt que la représentation des militants qui les soutiennent. Et pour lui l'apparition des partis attrape tout ce serait une conséquence de cette dépendance accrue des partis politiques à ces fonds publics. Les effets pervers du financement politique sont forts car réduit la diversité avec des partis qui vont proposer des programmes qui se ressemblent de plus en plus. Phénomène majeur entre les relations qu'entretiennent les partis avec l'Etat.

Il y un autre mode de financement : financement privé de 2 natures :

- Les cotisations des militants.
- Les dons que des personnes privées sont susceptibles de faire : cde système dans des pays comme les USA ou GB système principal de financement des partis.

Ce système peut avoir un risque qui est le risque que ses donateurs puissent avoir une influence sur les élus et exercer une pression sur les choix qu'il pourrait faire. A partir de 88 législations particulières qui limite le montant des donations que les personnes privées peuvent faire aux partis politiques. Une même personne privée ne peut pas donner plus de 7,700 euros/ ans au même parti politiques. Cette règle de restriction des aides privées conçue dans un objectif de moralisation de la vie politique a fait l'objet de 2 types de contournement :

- Les détournements illégaux
- La multiplication des micros partis qui sont des partis politiques avec un statut associatif qui sont créés dans l'objectif de soutenir une personnalité politique particulière et qui permettent à celle-ci de multiplier par 2 ou 3 le volume des donations privées dont il peut faire l'objet. En 90 : 23 partis politiques et en 2008 : 283 partis politiques en France tous rattachés à une personnalité politique rattachée à un autre parti mis en place de collecter des fonds privés au bénéfice de ces personnalités. Principales organisations qui animent la vie politique et par le soutien qu'ils apportent aux candidats.

Chapitre 5 : les syndicats et les mouvements sociaux.

Syndicats=associations volontaires formées par plusieurs personnes en général des salariés pour la défense d'un ou plusieurs intérêts professionnels communs. A priori ils n'ont pas un objectif politique dans la mesure où à l'origine la raison d'être de ces syndicats c'est de négocier avec les employeurs des personnes qu'ils représentent l'amélioration de leurs conditions de travail ou de rémunération. Dans les faits dès le 19^e ils ont joué un rôle politique à mesure notamment que les différents gouvernements en Europe ou aux USA sont intervenus dans la réglementation du travail ou dans la mise en place de politique sociales. A partir de la fin du 19^e ils jouent un rôle politique à part entière qui est différent de celui des partis politiques mais qui consiste à influencer les décisions prises par les gouvernements. La différence est qu'un parti politique cherche à obtenir le pouvoir alors que les syndicats cherchent à influencer.

§1. Les origines des syndicats en Europe.

L'apparition des organisations syndicales en Europe est directement liée à l'avènement de la révolution industrielle dans les différents pays européens et cette apparition se fait en 2 temps :

- Période 1880 les organisations syndicales qui se mettent en place correspondent à des organisations mutualistes et celles-ci commencent à se développer principalement après les années 1870-80. Le dernier quart du 19^e clivage majeur. Le modèle dominant est le modèle mutualiste qui est un modèle dans lequel les individus ou les groupes qui s'organisent mettent en place de manière indépendante, autonome des dispositifs permettant de régler les problèmes auxquels ils sont confrontés. Ce système se traduit au 19^e par l'apparition de structures d'entraides professionnelles qui vont consister pour les salariés d'une entreprise ou une branche d'activité à s'organiser pour mettre en place des dispositifs permettant d'améliorer leur conditions de travail ou conditions de vie. Création dans les entreprises à l'initiative des salariés la création de caisses de protection sociales qui permettent de verser des aides quand accident de travail, maladie ou la mise à la retraite. Jusqu'aux années 1880 le modèle dominant d'organisation est ce modèle mutualiste qui se développe à mesure que la révolution industrielle se met en place. Il se traduit par un certain nombre d'innovations : la première jusqu'à la révolution industrielle dans la plupart des pays européens existaient déjà les organisations d'entraides. Les corporations : organiser pour défendre au mieux leurs intérêts. La corporation avait un rôle qui consistait à accréditer ceux qui voulaient faire l'activité en Question. ce qui change avec le système mutualiste c'est d'abord qu'au sein des associations mutualistes, l'objectif est avant tout de protéger les conditions de vie des adhérents beaucoup plus que de vérifier leur niveau de qualification. Dans le système il va recruter ses adhérents indépendamment de leur qualification. Le deuxième est l'abandon fait de la référence de métier. Dans le système des corporations ne pouvaient y adhérer que des individus exerçant la professions dans le système mutualiste ce qui décide de l'adhésion c'est le fait d'appartenir à la même entreprise indépendamment de l'activité précise qu'ils exercent. Rapport particulier à la politique qui est un rapport de dépolitisation. Ses associations des syndicats modernes ils ont une conception dépolitisée de la défense des intérêts des salariés. Ce rapport est décrit par une historienne d'origine américaine Berger en 75 a écrit un ouvrage les paysans contre la politiques. Ce qui l'intéresse c'est l'existence dans le Finistère jusqu'aux années 1870 d'un système d'une forme d'organisation professionnelle particulière qui fédère les intérêts des agriculteurs structure qui se caractérise par une volonté très forte de gestion en interne des problèmes professionnels auxquels ils sont confrontés. Mettre en place un système d'assurance contre les risques professionnels : perte de récolte. Racheter de manière groupée les engrais, les matériels, un système d'assistance juridique. Elle montre que ce système associatif repose sur une conception particulière de la politique qui met l'accent sur l'idée UE ces agriculteurs l'amélioration de leur sort dépend de leur initiatives alors que dans les années 70 ensemble des syndicats se tournent vers l'Etat elle met l'accent sur le fait qu'ils sont restés attachés à une conception de la défense des intérêts hérité du système mutualiste donc la point commun à tous les systèmes mutualistes est amélioration de vie passent avant out par la capacité de s'auto-organiser. Chaque groupe social dit prendre en considération l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Les ouvriers doivent s'organiser pour améliorer leurs conditions. C'est une nouveauté et rond avec la conception de la défense des intérêts du MA mais très différentes mouvement syndical comme il va se développer dans les années 1870.

- nature juridique : dans les principaux pays européens les années 1870 correspondre au moment où le droit de grève et la liberté syndicale est reconnu. La formation des syndicats est tolérée à partir des années 1860.

- Élément de nature plus idéologique qui tient à l'influence que l'idéologie marxiste va commencer à exercer sur le mouvement ouvrier à partir des années 1860. En 1864 création de l'association internationale du travail dont la première réunion a lieu à Londres cette association conçue comme un lieu au sein duquel les différents représentants ouvriers vont pouvoir se retrouver pour confronter leurs expériences et s'organiser au niveau international. Socialisme français avec Proudhon, Karl Marx en 1864 soutient la création de cette association. Elle va jouer un rôle dans la mutation du syndicalisme car sous l'influence des marxistes elle va définir un double objectif pour les organisations ouvrières en expliquant que la raison d'être de ces mouvements c'est d'une part la défense des revendications journalières= la capacité à négocier au jour le jour avec les directions des entreprises de négocier les conditions de vie de travail des populations ouvrières. Défendre les intérêts ouvriers c'est revendiquer ce type d'amélioration

ponctuelle. Mais suppose un 2^e objectif qui est « qu'il faut que les syndicats apprennent à agir de manière plus consciente en tant que foyer d'organisation de la classe ouvrière dans l'intérêt puissant de son émancipation complète » et ajoute « il faut qu'ils soutiennent tout mouvement social ou politique qui tend à ce but ». cette prise est importante car met l'accent sur le fait que défendre les intérêts des ouvriers pas simplement agir localement soit pour mettre en place des aides soit pour négocier avec les directions d'entreprises mais insiste est que le 2^e objectif des organisations ouvrières et la défense dans son ensemble qui est pour les marxistes que cela passe par la capacité d'organisation à créer un climat favorable à l'avènement d'une révolution socialiste. C'est une approche qui met l'accent sur l'idée que défendre les intérêts des ouvriers suppose de s'impliquer en politiques. Le discours des marxistes va consister à délégitimer les mouvements mutualistes car ils vont les mettre en cause en les accusant de faire le jeu des capitalistes car ils disent améliorer ponctuellement les ouvriers c'est les détourner de la vraie solution qui est la révolution.

- Le troisième élément qui est un facteur politique lié aux initiatives prise par certains gouvernements européens pour mettre en place des systèmes de protection sociale gérée par l'Etat : Allemagne on va commencer à poser les bases de protection sociale qui est principalement destiné aux populations ouvrières. Si on met ce système au niveau national contribue à renforcer l'idée que c'est une négociation avec le gouvernement. Pour les gouvernements qui prennent ces initiatives l'objectif c'est d'inciter les organisations ouvrières à participer à la gestion de ces aides. Cette reconnaissance va contribuer à leur développement à partir des années 1870-80 les syndicats tel qu'on les connaît aujourd'hui tendent à se développer. En GB en 1875 on compte 500 mille salariés qui sont syndiqués en 1892 le nombre est de 1 millions 600 mille dans le cas de la France en 1881 on avait 500 syndicats répertoriés en 1895 on en compte 2300. Ce développement des organisations syndicales se traduit par une augmentation du nombre des conflits sociaux et dans un pays comme la France entre les années 1870 et 80 le nombre de grèves dans les entreprises est multiplié par 2. L'organisation des intérêts ouvriers change de signification et les européens vont avoir tendance à se syndiquer.

§2. Syndicats et partis politiques.

Les années 1880 et 90 moment où le syndicalisme moderne se met en place et pour ce mouvement qui se développent la Q qui se pose et qui s'impose est celle des rapports entre les organisations syndicales et les partis politiques qui se revendiquent des intérêts des ouvriers. A cette Q il y a 2 réponses assez distinctes apportées :

- La première apparait en GB qui est un pays dans lequel au sein du mouvement ouvrier va s'installer l'idée que c'est le syndicat qui doit dominer le parti. Il se met en place en GB à partir des années 1860 et notamment en 1866 où est créée une institution qui est le TUC dont la raison d'être est de fédérer l'ensemble des organisations syndicales britanniques. Leur dirigeant prennent la décision de se doter d'une fédération unique l'organisation du TUC prolonger l'action de ces associations syndicales au niveau politiques. A partir de 1868, se met en place une organisation syndicale unique à laquelle tous les syndicats du pays adhèrent : organisation nationale et des syndicats qui vont se regrouper par types d'activités. L'action du TUC va déboucher en 1906 sur la création du parti travailliste qui va être conçu comme l'instrument des syndicats dans le cadre de la compétition électorale. Ces conditions particulière de ce parti vont se traduire sur le plan d'organisation les dirigeants du parti travailliste soit désigné par les représentants des syndicats qui siègent au sein du TUC. En GB grande différence entre le parti travailliste (parlementaires et organisations syndicales) et conservateur (désignés par les parlementaires) le parti conçu entre les mains des associations syndicales. Le parti est conçu comme un prolongement du syndicat. 1911 un premier objectif est atteints avec l'adoption de la première loi d'assurance chômage, retraite.

- En Allemagne à peu près au même moment qui est une réponse qui met l'accent sur la domination du parti sur les syndicats que l'on appelle modèle social-démocrate. Ce modèle partage un point commun avec le modèle britannique mais s'en distingue également : conception très réformiste de l'action politique qui est défendue par les leaders ouvriers. Elle Allemagne

comme en GB les dirigeants du mouvement syndical adhèrent que la raison d'être de leur action est de négocier avec les entreprises et le gouvernement la mise en place d'avantages sociaux au bénéfice des ouvriers cette conception réformiste de l'action ouvrière s'impose à partir de 1875 lors du congrès de Gotha qui rassemble l'ensemble des partis ouvriers allemands et qui est un congrès lors duquel ces différents partis ouvriers se mettent en une seule institution qui est la parti social-démocrate la ligue qui va prévaloir es celle de Ferdinand lasagne dirigeant d'un des grands partis ouvriers se distinguent par le fait que la défense des intérêts ouvriers passe par des conquêtes progressives dans le cadre de la société capitaliste et bourgeoise. C'est un modèle dans lequel les organisations syndicales sont conçues comme un simple prolongement du parti. A partir des années 1890 ou à l'initiative des dirigeants du parti social-démocrate est créée la DGB qui est une fédération syndicale unique à laquelle vont se rallier l'ensemble des syndicats existant dans les entreprises en Allemagne. La plus connue IG METALL qui est une des 7 fédérations syndicales qui est constituée au sein de la DGB. Elle a à l'heure actuelle 8 syndicats de branches. Dans ce modèle les organisations syndicales prolongement du parti dans le travail. leurs dirigeants sont largement définis dans le parti.

On a les 2 grands modèles qui dominent l'organisation des syndicats en Europe mais comment se positionne la France ?

§3. L'évolution du syndicalisme en France.

Cette évolution, est marquée par une 1^{ère} étape considérée comme l'acte fondateur du mouvement syndical français et caractéristique de ce mouvement : en 1906 lors d'un congrès du mouvement ouvrier français qui se tient à Amiens l'adoption d'un texte qui va être considérée comme la grande charte : la charte d'Amiens qui a l'époque est un texte qui essaye de définir les relations et les objectifs de ce mouvement avec les différents partis politiques qui commencent à se structurer dans le milieu ouvrier. Cette charte va affirmer 2 éléments forts :

- Le congrès adopte l'idée défendue par les marxistes que l'objectif du mouvement syndical ce doit être à la fois la revendication au quotidien de l'amélioration de vie des ouvriers mais en même temps elle insiste sur l'idée que l'objectif de ce mouvement c'est aussi de créer les conditions favorables à l'avènement d'une société socialiste. En 1906 elle met accent su idée que le syndicalisme n'a de raison d'être un syndicalisme que s'il est révolutionnaire.
- Indépendance du syndicat vis à vis de toute autre organisation qu'elle soit po, religieuse, philosophique. la charte précise que le congrès de participer en dehors de la CGT à toute lutte correspondant ... pas introduire les opinions que l'on professe dehors.

Dans les faits le mouvement syndical français va être marqué par une série de conflits par l'explosion de la CGT en 5 organisations syndicales nationales principales. La première date est en 1919 notamment en réaction à un événement qui est la révolution russe de 1917 qui a eu des choses au sein de la CGT d'une part des gens qui se rangent derrière l'idéal ; révolution socialiste et des gens qui n'adhèrent pas à cette idéologie donc première scission en 2 groupes qui a l'époque sont sensibles à l'idée du catholicisme social qui mettait l'accent de la nécessité d'améliorer les conditions de vie des ouvriers au titre du catholicisme. La 2^e est 1921 qui est une année importante car création su parti communiste français qui suscite une 2^e division CGT en 2 fractions : la CGT qui sont la majorité et qui restent plutôt fidèle à la SFIO et la CGT-U le U pour unifier qui rassemble les gens qui se rapprochent su niveau parti communiste et cette division en 1936 on ne parle que d'une seule CGT. Et la CFTC de l'autre. La 3^e est en 1947 qui est une année marquée par des grandes grèves soutenues par le parti communiste qui sont des grèves extrêmement dures qui débouchent sur des actes de violence : tentative du parti communiste pour prendre le pouvoir. Ces grèves suscitent une nouvelle scission qui va voir la CGT en 2 : la CGT et la FO. La dernière est 1964 où au sein de la CFTC se forme une minorité d'individus qui ne se reconnaissent plus de la dimension religieuse mais plutôt laïque et cette minorité laïque au sein de la CFTC va former la CFDT. Donc à partir de 64 on a se met en place le paysage syndical qui est resté inchangé jusqu'à récemment organisé autour de 5 organisations : la CGT, la FO, la CFDT, la confédération générale des cadres et la CFTC. La

confédération apparaît dans les années 1930. La CGC est une organisation qui se met en place à partir de ces années 1930.

§4. Le phénomène de désyndicalisation.

Elle renvoie à l'emprise de plus en plus faible qu'exerce les syndicats dans la société française mais aussi européenne ; très fort en France car elle se caractérise par un taux de syndicalisation faible. Parmi les gens qui ont une activité professionnelle : en Europe on voit qu'elle arrive à la fin. Suède + de 91% de la pop active car l'obligation a un syndicat dès lors que l'on est salarié obligatoire pour pouvoir bénéficier des aménagements du travail négociés par le syndicat. Puis la Finlande avec 80% le RU 35% en Allemagne en 2004 28% et pour la France il est de 10%. Particulièrement dans le cas de la France qui caractérise la plupart des pays euro pour l'Italie en 80 on avait 54% de la pop active syndiquée en 97 il était de 40% en Allemagne on passe de 48 à 32% en RU on passe de 57 à 47% et les PB en 80 de 43% en 97 32%. Tous les pays euro sont confrontés à ce processus qui se caractérise en plus par de très fortes disparités entre le secteur privé et public : en France on considère que le taux est de 8% sachant qu'il est de 5% pour ceux du secteur privé et 12 à 13% dans le secteur public. Il est en constante remise en cause depuis les années 90 et qui est lié à un certain nombre de changements politiques qui ont frappés les populations européennes dès 70 dans la plupart des pays euro :

- Le tournant néolibéral qui renvoie à la diffusion dans la plupart des pays euro : en GB ; France Allemagne d'une nouvelle conception de l'Etat qui met en cause le bien-fondé des politiques de protection sociale ou d'interventionnisme éco mis en place à partir de 45. Exemple : le gouvernement de Margaret Thatcher en GB qui accède au pouvoir en 79 qui est un gouvernement conservateur qui va se caractériser par la critique très forte du rôle à la foi éco et social de l'Etat. elle va s'imposer au sein du parti avec un discours offensif contre ce rôle de l'Etat en insistant que ce rôle de l'Etat constituait de plus en plus un blocage pour le bon fonctionnement de l'éco. L'argument de celle-ci et de Reagan est de dire que l'Etat n'est plus une solution mais un problème : les difficultés auxquelles sont confrontés les pops ont lieu à cause l'Etat. il y a un double effet : un effet anecdotique qui st dans certains pays l'adhésion aux thèses néolibérales mises en place de politiques répressives agressives vis-à-vis des syndicats : Grande Bretagne qui va tout faire pour s'opposer à celui-ci. le gouvernement Thatcher va refuser tout le temps de négocier avec l'organisation syndicale. Un des autres effets est le fait que les syndicats vont être les principales victimes de la remise en cause des différents compromis sur lesquels reposaient les différentes politiques sociales. A partir des années 70 où on va commencer à expliquer l'Etat n'a plus les moyens d'assurer ces protections sociales les syndicats vont voir leur rôle remis en cause.

Elle est le résultat de l'évolution politique et de nature sociale qui tient à la structure des sociétés développées qui correspond au passage d'une société industrielle à une société post industrielle. Ce changement est constaté par une série de sociologues à partir des années 60-70 qui mettent l'accent que dans les sociétés occidentales développées lorsque les citoyens agissent collectivement pour revendiquer ils ne le font plus pour les mêmes raisons. Donc ils vont expliquer que ces années correspondent avec l'apparition d'un nouveau mouvement social. Touraine dans les années 60-70 est spécialisé dans la sociologie du travail. Il est frappé par le fait qu'en France, dans la foulée de 68 apparaissent de nouvelles revendications sociales qui n'ont plus grand-chose à voir avec celles revendiquées avant. Dans les années 70 il va s'intéresser au mouvement étudiant qui est extrêmement fort : luttes étudiantes. Il va travailler sur le développement antinucléaire. Sa thèse est de dire que l'apparition de ces nouveaux mouvements sociaux correspondent à une définition de fonds des sociétés développées qui correspond au passage d'une société industrielle à une société post industrielle qu'il qualifie de société technocratique ou programmée. Quelle est la différence ?

Dans une société industrielle ce qui domine la société sont ceux qui sont proprio des moyens de production et qui donc maîtrisent la production dans une société industrielle les dominants sont les capitalistes t donc le principal enjeu pour ceux qui sont dominés est de négocier l'obtention d'avantages matériels et il nous dit que les syndicats ils correspondaient à ce type de

revendication : ils étaient organisés dont la raison d'être, était de négocier des avantages qui étaient liés au travail. Les syndicats se développent dans une société industrielle avec l'objectif de négocier avec les proprios des productions les avantages sociaux à partir des années 60 l'ensemble des sociétés développées sont confrontées à un phénomène qui est la désindustrialisation et le développement du secteur tertiaire. Il explique que dans ces sociétés les individus dominants pas ceux qui contrôlent la production mais ceux qui maîtrisent l'information, le savoir, la connaissance : les technocrates. Sa thèse est de dire que dès lors que ceux qui dominent la société ne sont plus les mêmes modes de revendication sociale vont être amenées à changer et donc les mouvements sociaux vont avoir pour finalité d'obtenir une reconnaissance symbolique et faire reconnaître ses droits avoir un mode de vie spécifique. Anti-nucléaire : manière de prendre ses distances avec le modèle productiviste, d'avoir une autre vision donc les syndicats s'ils sont amenés à disparaître ou rôle relis en cause : citoyens des différents pays les raisons pour agir collectivement ne sont plus celles développées autour des syndicats. Conviction que l'ère des syndicats était révolue, vouée à disparaître car ils ne correspondaient plus aux attentes qui intéressaient les pops des pays développés. Cette idée d'une disparition des syndicats a été relise e, cause depuis par 2 constats :

- même si les syndicats affaiblis ils ont conservé un rôle central dans l'aliénation de la vie politique et sociale.

- On s'est aperçu qu'entre les syndicats et les nouveaux mouvements sociaux, il n'y avait pas forcément d'incompatibilité absolue : on s'est aperçu que les gens les plus susceptibles de s'investir dans les nouveaux mouvements sociaux étaient des gens susceptibles de s'investir dans les syndicats : les deux visaient les mêmes catégories de personnes.

Jacques Ion qui a écrit dans les années fin 90 début années 2000 : les nouveaux militants dans lequel il s'intéresse à une série de nouveaux mouvements sociaux : droit au logement, droits des immigrés, immigrés clandestins. Ces nouveaux mouvements sociaux ont peur à voir avec le syndicalisme : pas les mêmes revendications, pas les mêmes logiques pour militer. Il explique que l'on a plutôt un militantisme moral pour la satisfaction du devoir accompli. On se mobilise pour défendre les intérêts de quelqu'un d'autre. Il montre que les gens qui militent sont des gens déjà impliqués dans les actions syndicales. C'est un prolongement du syndicalisme.

Chapitre 7 : le vote.

Dans les systèmes politiques contemporains le vote c'est le moyen privilégié pour les citoyens de participer à la vie politique même si ce n'est pas le seul. Le vote, se met en place à la fin du 18^e avec 2 moments forts :

- L'adoption de la constitution américaine en 1787 qui est la première affirmation de ce droit des citoyens à choisir leur gouvernant.

- La révolution française. pas forcément un suffrage universel mais on affirme l'idée que n'est légitime que le gouvernement qui peut se revendiquer d'une souveraineté du peuple.

Débat entre suffrage censitaire : modèle dominant à la moitié du 19^e siècle et à partir de la 2^e moitié du 1848 avec le 2nd république en France par un décret du mars 1848 le gouvernement provisoire en once le principe du suffrage universel. Dans les autres pays euro se fait de manière progressive en GB on a de 1832 à 1919 une série de réformes successives : extension successif du droit de vote : droit de vote accordé aux femmes. En Allemagne et Italie on va assister à une extension progressive au droit de suffrage condamné au lendemain de la 1^{ère} GM. En France très tôt on attribue le suffrage universel mais il faudra attendre 1944 pour que les femmes puissent y participer. Cette attribution progressive repose sur une idée implicite qui est que le vote est la possibilité donnée à chaque citoyen de manière parfaitement égale de choisir librement et de manière autonome entre différentes options politiques qui leur sont offertes. Le problème est que

cette conception moderne du vote, est très éloignée de la manière dont les citoyens ont pratiqué ou continuent à pratiquer le vote. Très éloignée pour 2 raisons :

- Dans les régimes démocratiques tous les citoyens ne recourent pas de manière égale au vote. L'attribution de vote à tous les citoyens ne signifie pas qu'ils utilisent tous ce vote ou qu'eux l'utilisent.
- Contrairement au principe du droit de vote voter cela correspond rarement à un choix libre raisonné, individuelle des citoyens car il y a des caractères sociaux politiques qui influent.

§1. Les conceptions archaïques du vote.

L'idée que le vote est un choix libre et individuelle de la citoyenne idée imposée progressivement contre d'autres conceptions. Le moment où est affirmé l'idée que est légitime le gouvernement qui peut se revendiquer de la volonté du peuple c'est la fin du 18^e avec la révolution américaine puis française. Une fois confirmée les constituants vont être confrontés à la mise en place concrète de cela. dans le cas de la France on a des gens plutôt attachés à une conception libérale du vote qui mettent l'accent sur l'idée que le vote est un acte de raison et ces libéraux en disant cela vont avoir tendance à défendre une conception restrictive du vote en considérant que la raison n'étant pas également partagé entre les citoyens le droit de vote doit être attribué aux plus éclairés : Sieyès défend l'idée qu'il est hors de Q d'attribuer le vote à tous les citoyens car important et c'est une responsabilité lourde. La solution pratique qui va être trouvée est le système censitaire, le cens étant l'autre nom de l'impôt qui va réserver le vote à certains individus qui payent un certain nombre d'impôts. Dans chaque cas ce qui paient des impôts sont les plus riches car plus doués et intelligents capables d'organiser leurs affaires : conception libérale du vote qui met l'accent important sur le vote.

Tradition participative qui jusqu'en 1848 pas très majoritaire. Le vote est un marqueur de la citoyenneté. On est citoyen que lorsque l'on détient le droit de vote. Le vote est universel. Un débat sur l'identification de ceux qui peuvent voter.

Au cours du 19^e un autre élément de débat qui porte sur la signification du vote : quels sont les critères en fonction desquels les citoyens sont susceptibles de voter ? se met en place des conceptions du vote que partagent les électeurs et les représentants des classes politiques qui n'ont rien à voir avec celles de maintenant :

- Le vote communautaire : conception du vote dans laquelle les électeurs et les candidats sont attachés à l'idée que l'enjeu de l'élection pas affirmer une opinion politique individuelle de l'électeur mais au contraire l'enjeu est d'affirmer son appartenance et l'existence de la communauté il estime appartenir. De manière la plus générale cette communauté est le village dans lequel on vit. Sous la monarchie de juillet on considère que le candidat qui essaye de susciter un débat au niveau local, d'introduire une division politique est un candidat illégitime car ce qui est important est de montrer l'unité de la communauté dans laquelle ils sont. On retrouve cette idée sous la II^e république, dans les mémoires de Tocqueville : il raconte la manière dont se déroule les élections à l'Assemblée constituante qui ont lieu le 24 mars 1848 : très tôt sur la place du village où il réside les citoyens se réunissent ainsi que le curé le maire et l'ensemble de la population part en procession jusqu'au village voisin et il dit : « j'ai senti dans la foule émerger l'envie que je prenne la parole ». sous la II^e république on constate que les élections sont calmes et les seuls incidents interviennent quand 2 processions se croisent et se battent en elles. Les électeurs considèrent que si on leur a donné le droit de vote c'est pour affirmer et défendre les intérêts de la communauté dont ils sont issus. Pendant tout le 19^e et jusqu'au début du 20^e sont élus des candidats qui sont enracinés localement qui appartiennent à l'aristocratie, considérés comme les leaders naturels de la communauté.

- Le vote clientélaire : aussi bien pour les électeurs et les candidats, le vote, est avant toute chose pour les électeurs un moyen d'obtenir des avantages matériels soit individuels soit

des avantages collectifs. Cette conception, en France elle se développe dès la restauration et d'autant plus facilement qu'on a un suffrage censitaire : tout le M ne vote pas et donc d'autant plus facile pour mes candidats de voir pour qui votent les électeurs : corps électoral restreint. Facile du faire du porte à porte, rencontrer individuellement ses électeurs et voir la manière pour qui ils ont voté. Cette conception repose sur une conception du vote qui est considérée comme légitime à l'époque aujourd'hui considérée comme une forme illégitime. Donc incidence sur la façon dont se comportent les députés. Ce qui est le cœur du métier du député c'est d'aller solliciter des faveurs à l'administration aux bénéficiaires des administrés. Sous la restauration donne lieu à une pratique. Cabéreau explique besoin de l'administration donc il va de soit. voter pas un choix politique.

-

§2. La politisation du vote.

Un processus, par lequel, le vote, va progressivement être considéré comme la possibilité à chaque citoyen d'exprimer un choix individuel et politique : choisir entre différents programmes des candidats qui s'engagent à appliquer le programme sur lequel ils ont été élus. Celle-ci se fait sur la 2^e moitié du 19 et début 20^e qui connaît 3 facteurs :

- Renouvellement du personnel politique : ce qui va être déterminant dans la politisation du vote est l'enjeu politique de candidats issus des milieux populaires ou de la petite bourgeoisie. Cette entrée de ceux-ci dans le cas de la France intervient de manière progressive entre les années 1870 et les années 1910. En 1871 après la chute du 2nd empire on élit une AN où l'on a 34% de l'aristocratie terrienne, haute bourgeoisie et 19% petite bourgeoisie ou classe ouvrière. Dans le jeu politique les individus issus des classes moyennes est important car, ce sont des gens qui ne disposent d'aucunes ressources sociales ou éco pour réussir donc dans la circonscription où ils vivent ne sont pas considérés comme leader naturel et n'ont pas de relations. Ceux qui ont la possibilité de se présenter pour arriver à l'emporter les seules choses qu'ils ont à vendre ce sont leurs idées : entrepreneurs de morale. Ils vont avoir tendance à politiser les élections et donc à délégitimer le vote clientélaire. Entre les années 1870 et 1914 à mesure que ces gens arrivent à se faire élire ils vont arriver à imposer leur conception du vote. Défendent une conception politique de l'élection qui ne va pas de soi. On estime en la matière où le moment commence à changer les années 1890 durant lesquelles il n'y a quasiment plus aucun député qui ne soit élu s'il n'a pas de programme.

- Développement des partis politiques : en fonction du soutien qu'il apporte à ses candidats il va leur demander de s'engager sur un programme qui correspond aux options défendues par le parti au niveau national. Les partis politiques contribuent à imposer une idée au candidat. Augmenter le coût des campagnes électorales : collectent les cotisations de leurs adhérents avec lesquelles ils vont les financer. De plus en plus il va devenir impossible pour un candidat de se présenter sans avoir un parti politique. Le développement des partis fait que de plus en plus on a besoin de l'argent et même les gens milieux favorisés plus les moyens de financer seuls pour être élus. Mackau député de 1866 à 1918 : au moment où il commence sa carrière de député il se fait élire par les logiques traditionnelles de l'élection. Il va être à l'augmentation des coûts des campagnes électorales : dans les années 1900-1910 il ne lui est plus possible de se faire élire sans bénéficier d'un soutien du parti de droite. Il va être amené à politiser sa campagne. Le développement des partis contribue à imposer l'idée que les élections moment où les citoyens vont choisir les candidats en fonction des idées qu'ils défendent.

- L'organisation du vote : débat qui va se développer en France à partir des années 1900 : AN en 1902 crée une commission dont la mission est de réfléchir à l'aménagement et organisation technique du voter pour lutter contre les pratiques de fraudes ou les pressions qu'ils ont par les électeurs lors des votes. Cette commission à l'origine de réformes qui vont contribuer

à mettre en place organisation du vote telle qu'on la connaît aujourd'hui : loi du 29 juillet 1913 elle va venir régler la procédure électorale et la manière dont être organisés les bureaux de vote. Introduit 2 innovations majeures :

- obligation que dans chaque bureau de vote représentants de chaque candidats pour veiller au bon déroulement des opérations électorales. On va régler les images.

- on va introduire un instrument qui est l'isoloir et mettre en place des bulletins et des enveloppes dans lesquelles les électeurs vont glisser les bulletins. Mise en place de ces règles elle ne va pas de soi car on considère que vouloir préserver le secret du vote est une sorte de trahison du principe de la citoyenneté. Gens opposer à l'isoloir car il repose sur l'idée d'une promiscuité entre les électeurs et les candidats : idée gênante.

-

Le vote choix libre et indépendant de l'électeur en 1913 s'impose mais ne fait pas l'unanimité.

§3. Les inégalités de la participation politique.

§4. La détermination du vote

§5. L'existence de l'électeur rationnel.

Chapitre 8 : les modes d'action protestataires.